

ECONOMIE GENERALE : PARTIE 2¹

CHAPITRE 1. LES INSTRUMENTS DE MESURE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

L'importance de l'activité économique d'une nation peut être mesurée :

- soit en calculant les productions des entreprises (c'est ce qu'on appelle l'approche par les produits ou optique production) ;
- soit en mesurant les revenus distribués aux facteurs de production en contrepartie des facteurs qu'ils mettent à la disposition des entreprises pour qu'elles puissent produire (c'est ce qu'on appelle l'approche par les revenus ou optique revenus) ;
- soit en calculant les dépenses, puisque d'une manière ou d'une autre les biens et les services produits par les entreprises doivent être l'objet de dépenses de consommation ou d'investissement (c'est ce qu'on appelle approche par les dépenses ou optique dépenses).

Le Produit national, le Revenu national et la Dépense nationale sont des grandeurs macro-économiques qui sont estimés par la Comptabilité nationale. Le nom générique donné à ces grandeurs économiques est celui d'agrégats.

Les agrégats peuvent se définir comme des mesures statistiques de grandeurs macroéconomiques. Ces agrégats sont obtenus par la sommation d'opérations élémentaires effectués par les différents agents économiques.

Ces agrégats sont utiles pour observer l'ensemble des activités d'un pays, pour faire des comparaisons macro-économiques d'un pays à un autre pays, etc.

1. LE PRODUIT INTÉRIEUR (NATIONAL)

L'approche produit conduit à une estimation du PIB (Produit Intérieur Brut), qui se définit comme **LA VALEUR MONETAIRE DE L'ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES FINALS PRODUITS DANS L'ÉCONOMIE PENDANT UNE PÉRIODE DONNÉE, EN GÉNÉRAL UNE ANNÉE.**

Notez l'importance du terme « finals » : un produit final est ce qui est vendu pour la consommation ou l'investissement. Le calcul du PIB exclut donc les « doubles emplois », c'est-à-dire les biens intermédiaires dans le circuit de production.

¹ Cours d'Olivier Berger (année académique 2020-2021)

Lorsqu'un agriculteur produit du blé, le vend à une minoterie qui le transforme en farine, elle-même vendue à un boulanger qui fabrique du pain destiné aux consommateurs, seule la valeur du pain sera prise en compte dans le PIB, car autrement, nous comptabiliseraient trois fois la même chose.

1.1. LA VALEUR AJOUTÉE

En fait, le calcul du PIB se base sur l'importante notion de valeur ajoutée (VA).

Prenons l'exemple d'une entreprise « bois » qui vend des troncs d'arbre coupés dans la forêt, à une entreprise « scierie » qui les débite en planches, vendues à une entreprise « meubles » qui fabrique une armoire destinée à un consommateur final.

	Coûts des MP	Ventes	Va
Bois	0	375	
Scierie	375	875	
Meubles	875	1500	

La valeur ajoutée par chaque entreprise de la filière est égale au prix de vente (hors taxe) du produit dont on déduit le coût des matières premières ou intermédiaires en amont. Notez que la somme des valeurs ajoutées est égale au prix payé par le consommateur final pour son armoire. Notez également que c'est sur base de ces Va que les entreprises paient la taxe sur la valeur ajoutée (tva), finalement supportée par le consommateur.

Remarque : les entreprises utilisent la totalité de leur valeur ajoutée pour rémunérer les facteurs de production en salaires, intérêts et profits.

La somme des valeurs ajoutées nettes au coût des facteurs de tous les secteurs économiques est appelée produit intérieur net au cout des facteurs (pincf). Pour obtenir le produit intérieur brut au cout des facteurs, il faut ajouter au pincf les amortissements imputés par les différents secteurs économiques.

Le consommateur final, lorsqu'il achète un bien, paie un prix intégrant les impôts indirects ; dans l'exemple ci-dessus, le consommateur qui achète la table paie 1500 € plus la tva. Donc, pour obtenir le produit intérieur brut au prix du marché (c'est-à-dire le prix que paie le consommateur final), il faut ajouter au pibcf les impôts indirects et en retrancher les éventuelles subventions versées par les pouvoirs publics aux entreprises.

1.2. LE PRODUIT INTÉRIEUR ET LE PRODUIT NATIONAL

Un concept alternatif au PIB est le PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB), qui est l'output total produit par le pays concerné, alors que le PIB est l'output total produit à l'intérieur du pays concerné. Ainsi, lorsque des voitures japonaises sont fabriquées en Belgique, à l'aide de capitaux japonais, la VA ainsi dégagée fait partie du PNB japonais, ET du PIB belge.

Pour obtenir le PNBpm, il suffit de corriger le PIBpm des paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde. (pm =au prix du marché)

1.3. PIB NOMINAL, PIB RÉEL ET DÉFLATEUR DU PIB

⇒ Pourquoi monnaie courante ou monnaie constante ?

La valeur d'une monnaie évolue dans le temps : plus concrètement, elle a tendance à perdre de sa valeur sous l'effet de l'inflation. Cela signifie par exemple que le panier de biens que l'on peut acheter avec un billet de 20 € le 31 décembre est moins garni qu'il ne l'était le 1er janvier de la même année.

De même, l'évolution du prix d'un bien peut être appréciée dans l'absolu (par exemple, le prix d'un paquet d'un kilo de pâtes alimentaires est passé de 2 € à 2,40 € au cours de l'année 2018) mais aussi de manière relative (durant la même période, l'indice des prix à la consommation est passé de 100 à 105). Ainsi est-il important de déterminer le prix du bien (les pâtes alimentaires ici) en monnaie constante.

Pour cela, on procède ainsi :

$$\text{prix en monnaie constante} = (\text{prix en monnaie courante} / \text{indice des prix}) \times 100,$$
$$\text{soit : } (2,40 / 1,05) \times 100 = 2,28.$$

On en déduit alors que le prix réel du kilo de pâtes est passé de 2 à 2,28 € ; avec un même revenu, on peut donc acheter moins de pâtes.

Quand on parle de croissance économique (CONCEPT IMPORTANT, VU L'IMPACT SUR L'EMPLOI), c'est d'une augmentation du produit global en volume qu'il s'agit, autrement dit du PIB réel. Lorsque nous calculons pour une année donnée le PIB au prix du marché en nous basant sur les prix actuels, nous obtenons le PIB NOMINAL, ou encore à prix courants. Mais si nous voulons comparer ce PIB à celui d'une quelconque année antérieure, alors nous devons recalculer le PIB actuel à l'aide des prix en vigueur cette année-là, c'est-à-dire le PIB REEL, ou à prix constants (on parle « d'euros chaînés »).

Pour obtenir le PIB réel, il suffit de diviser le PIB nominal par le déflateur du PIB.

En économie, le déflateur du PIB est un des indicateurs économiques permettant de mesurer l'inflation. Un autre

indicateur, plus courant, est l'indice des prix à la consommation.

Un déflateur est un instrument permettant de corriger une grandeur économique des effets de l'inflation.

Le déflateur du PIB est calculé à partir des évolutions du PIB nominal et du PIB réel. Concrètement, il est calculé de la façon suivante :

Déflateur du PIB = $(\text{PIB nominal}/\text{PIB réel}) \times 100$

où :

- PIB nominal = valeur du PIB mesurée aux prix de l'année courante (cette mesure inclut donc les **effets de l'inflation ou de la déflation**) ;
- PIB réel = valeur du PIB aux prix d'une année de référence (à prix constants).

Le déflateur du PIB peut être utilisé par exemple pour déflater les composantes du PIB, de sorte que l'augmentation cumulée de ces composantes corresponde précisément à l'augmentation du PIB aux prix de l'année de référence.

De manière générale, et en fonction notamment du volume et de l'évolution des prix des importations et des exportations, le déflateur du PIB s'écarte de l'indice des prix à la consommation, mais la différence est habituellement faible.

Remarque : veillez à ne pas confondre le déflateur du PIB avec les indices de prix synthétiques, notamment l'indice des prix à la consommation.

2. LE REVENU NATIONAL

Le REVENU NATIONAL (RN) est défini comme la somme des rémunérations attribuées aux détenteurs de facteurs de production d'un pays durant une période donnée :

- les rémunérations des salariés ;
- les revenus de la propriété immobilière (loyer, fermages, ...) ;
- les revenus de la propriété mobilière (dividendes, intérêts, ...) ;
- les bénéfices des entreprises individuelles, au sens large ;
- les bénéfices non distribués des sociétés ;
- les revenus non fiscaux échéant à l'Etat.

Pour calculer le revenu national net (RNN), on additionne donc :

- les revenus attribués aux ménages ;
- les revenus non attribués par les entreprises (à savoir les bénéfices mis en réserve et les impôts directs) ;
- les revenus attribués aux pouvoirs publics, sous forme d'intérêts et de profits, et dont on soustrait les intérêts de la dette publique.

2.1. LA DISTRIBUTION DU REVENU NATIONAL

Un concept fréquemment utilisé pour effectuer des comparaisons internationales est celui de REVENU (NATIONAL) PAR HABITANT, exprimé dans une unité monétaire commune, par exemple le dollar US. Ainsi, on dira : le revenu annuel par habitant du pays X est de 15.000 \$, et celui du pays Y de 3.000 \$. On en déduit alors que le pays X est bien plus riche que le pays Y, et que ses habitants jouissent d'un meilleur niveau de vie. Avant de tirer de telles conclusions, il faut toutefois tenir compte de deux éléments :

- le coût de la vie dans les pays concernés;
- la distribution du revenu national.

Le second est d'importance : un pays peut connaître un « bon » niveau de revenu, mais avec les richesses concentrées dans les mains d'une minorité. Pour mesurer la répartition (ou la concentration), on utilise souvent la courbe de LORENZ ou encore un outil statistique appelé indice de GINI

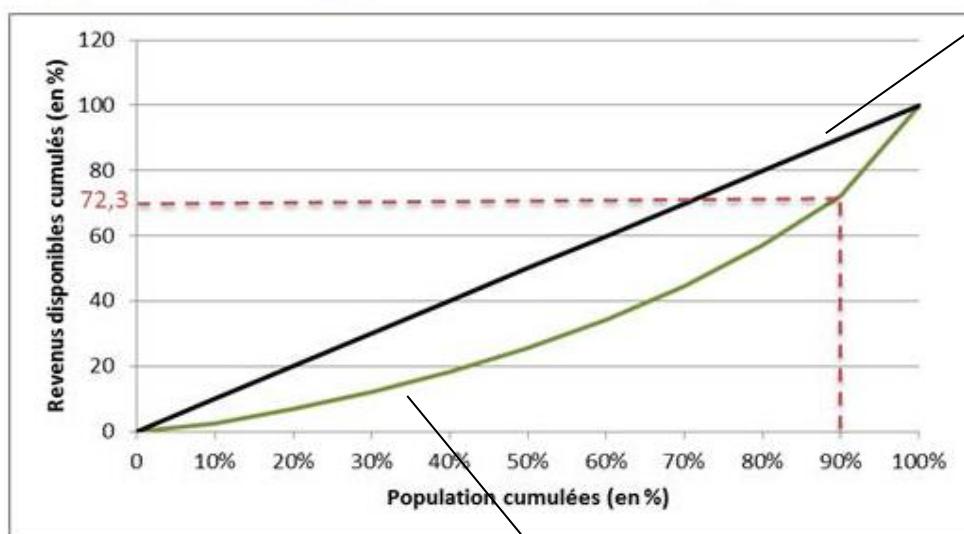
Ce coefficient est typiquement utilisé pour mesurer l'inégalité des revenus dans un pays. Il a été développé par le statisticien italien Corrado Gini. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1, qui ne peut être atteint, signifierait une inégalité parfaite (une seule personne dispose de tous les revenus et une infinité d'autres n'ont aucun revenu).

L'indice de Gini est par essence synthétique, et ne permet donc que des comparaisons globales. Par contre, la courbe de Lorenz est plus précise, car on peut comparer par quintiles ou déciles.

La courbe de Lorenz, du nom de son inventeur, est une représentation graphique permettant de visualiser la distribution d'une variable (actif, patrimoine, revenu, etc.) au sein d'une population.

Autrement dit, elle représente combien la part X d'une population détient de part Y d'une variable.

Graphique : Courbe de Lorenz appliquée à la distribution des revenus disponibles en France en 2011

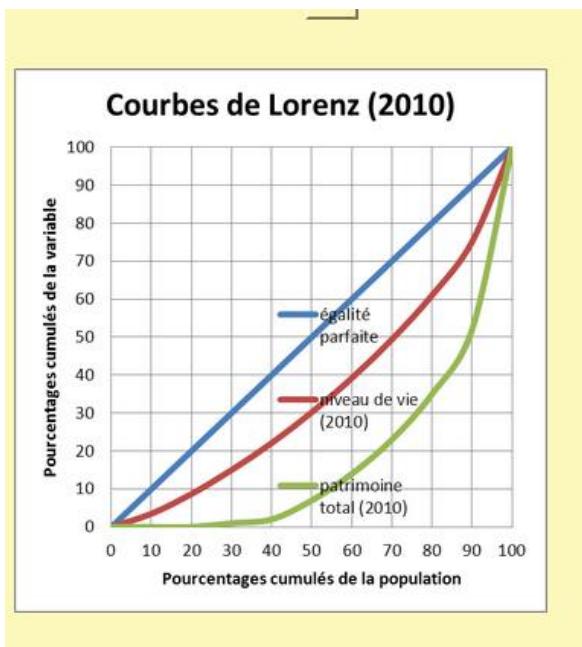


Source : INSEE, BSi-Economics

Ce graphique montre la courbe de Lorenz lorsqu'elle est appliquée à la distribution des revenus disponibles en France en 2011. Le premier décile représente les 10 % de la population les plus modestes, le second décile les 20 % les plus modestes, etc.

Nous pouvons lire que les 10 % des français les plus pauvres, ou le premier décile, détiennent +/- 2,6 % de l'ensemble des revenus disponibles de la population française. A l'inverse, les 10 % des français les plus riches possèdent 27,7 % de l'ensemble des revenus disponibles ou, dit autrement, les 90 % des plus modestes détiennent 72,3 % des revenus disponibles total.

Exercice



Les 60 % de la population ayant le niveau de vie le plus faible percevaient en 2010, quel pourcentage ?

Les 20 % de la population ayant le patrimoine brut le plus élevé possédaient quel pourcentage ?

3. LA DEPENSE NATIONALE

La dernière approche a pour objet d'estimer la DEPENSE NATIONALE (DN), valeur monétaire des dépenses effectuées pour les biens finals par l'ensemble des agents économiques. La comptabilité nationale regroupe les dépenses en quatre catégories :

- LA CONSOMMATION PRIVEE (C) constitue la principale composante de la dépense nationale (plus de 50 %).
- LA CONSOMMATION PUBLIQUE (G) comprend tous les achats de biens et services de l'Etat, plus les rémunérations, qui représentent la valeur du «produit» des fonctionnaires. Remarquez que les dépenses de transfert (allocations, retraites, ...) ne sont pas incluses ici ; le montant de G utilisé dans la comptabilité nationale est donc fondamentalement différent de celui du budget de l'Etat ;
- LA FORMATION INTERIEURE BRUTE DE CAPITAL (I) (« investissements » des entreprises, y compris la variation des stocks, des ménages et de l'Etat).
- LES EXPORTATIONS NETTES (X-M) correspondent à la différence entre les exportations et les importations.

$$DN = C + G + I + (X-M)$$

PIB nominal, réel et déflateur :

- PIB nominal : valeur en prix courants de la production
- PIB réel : valeur en prix constants de la production
- Déflateur (indice implicite des prix du PIB): mesure du niveau général des prix de toute la production

$$\text{Déflateur} = \frac{\text{PIB}_{\text{nominal}}}{\text{PIB}_{\text{réel}}} \times 100$$

Application**Le calcul des PIB nominaux et réels**

Année	Prix A	Qté A	Prix B	Qté B	PIB nominal	PIB réel *	IIPPIB *
2003	1Dh	100	2Dh	50	200Dh	200Dh	100
2004	2Dh	150	3Dh	100	600Dh	350Dh	171
2005	3Dh	200	4Dh	150	1200Dh	500Dh	240

* : en choisissant 2003 comme année de base

Pour le calcul du PIB nominal, on doit prendre les prix de l'année courante fois les quantités de l'année courante.

PIBnominal 2003 =

PIBnominal 2004 =

PIBnominal 2005 =

Pour le calcul du PIB réel, on doit prendre les prix de l'année de base (ou de référence), ici c'est 2003, fois les quantités de l'année courante.

PIBréel 2003 =

PIBréel 2004 =

PIBréel 2005 =

Le déflateur ou l'IIPPIB (l'Indice implicite des prix du PIB)

déflateur 2003 =

déflateur 2004 =

déflateur 2005 =

Autre application

1. Une économie produit 3 biens finals

Biens	2019		2020	
	Quantités	Prix unitaires	Quantités	Prix unitaires
Voitures	100	10.000	120	10.200
Smartphones	1.000	100	2.000	200
Pommes de terre	2.000 kg	6	200 kg	6

- Calculer le PIB nominal en 2019 et en 2020
 - calculer le taux de croissance réel du PIB entre 2019 et 2020 en utilisant 2019 comme année de base.
 - même exercice en utilisant 2020 comme année de base
 - que vous dit la comparaison des montant obtenus en b) et c) ? Problème ?
2. Le tableau ci-dessous décrit les données relatives à une économie qui ne produit que du miel et du lait

	Prix du lait	Quantité de lait	Prix du miel	Quantité de miel
Année 1	1	100	2	50
Année 2	1	200	2	100
Année 3	2	200	4	100

-Calculez le PIB nominal, le PIB réel ainsi que le déflateur du PIB pour chaque année en utilisant l'année 1 comme année de base.

-Calculez le taux de variation par rapport à l'année précédente du PIB nominal, du PIB réel ainsi que le déflateur du PIB pour les années 2 et 3. Expliquez vos réponses.

-Le bien-être économique a-t-il plus augmenté l'année 2 ou l'année 3?

3. Complétez le texte suivant :

achats / administrations /chiffre d'affaires/consommations intermédiaires / l'inflation/ PIB /PIB ou PNB /PNB/ prix / prix/ courant /réel / résidents /territoire /valeurs ajoutées/volume

Le mesure l'activité économique d'un pays pendant un an. Il se calcule par l'addition des des différents agents de production du pays ; principalement les entreprises privées et publiques et les

Pour mesurer la valeur ajoutée des entreprises, on déduit du chiffre d'affaires les Cela évite de comptabiliser plusieurs fois les En ce qui concerne les administrations qui ne vendent rien et donc n'ont pas de , on se base sur leurs coûts de production pour estimer leur valeur ajoutée.

Il existe une différence entre le PIB et le PNB. Le premier prend en considération la production réalisée sur le..... du pays et le second prend en considération la production des du pays. Ainsi, les salaires versés aux frontaliers français seront inclus dans le..... belge mais exclus dubelge ; ils seront par contre inclus dans le..... français mais exclus du..... français. De même, les bénéfices qu'une firme belge rapatrie depuis sa filiale américaine gonfleront le.....belge mais cette opération ne sera pas reprise dans lebelge.

Dans la plupart des pays industrialisés, cette correction est faible, de telle sorte que PNB et PIB sont deux valeurs proches. Par contre, dans certains pays émergents ou de développement, où les investissements étrangers sont souvent fort importants, la différence entre les deux agrégats peut être très Marquée.

D'une année à l'autre, le PNB-PIB peut augmenter suite à une hausse desou suite à une hausse du volume de la production. Afin d'isoler l'évolution en.....du PNB-PIB il faut donc éliminer l'effet dû à la modification de prix en maintenant ceux-ci "constants". En quelque sorte il faut

éliminer l'.....du calcul du PNB en valeur.

On obtient ainsi les situations suivantes :

PNB-PIB à _____ – hausse des prix = PNB-PIB à prix constant

PNB-PIB en valeur – hausse des prix = PNB-PIB en _____

PNB-PIB nominal – hausse des prix = PNB-PIB _____

Depuis 2006, on travaille avec un système qui s'appelle « en euros chainés ». La croissance en _____ entre deux périodes successives, t et t+1, est calculée en se référant aux prix de l'année t. Par exemple, la croissance en volume des investissements entre les années 1 et 2 est obtenue en comparant les investissements de l'année 2 exprimés aux prix de l'année 1 à ceux de l'année 1. La croissance entre les années 2 et 3 est déterminée en comparant les investissements de l'année 3 exprimés aux prix de l'année 2 à ceux de l'année 2, etc.

4. CRITIQUES DU PIB

Les concepts de produit intérieur (national) et de revenu national sont utilisés dans tous les pays du Monde pour mesurer la richesse et la croissance économique, de même que le stock de capital accumulé par les agents économiques. Toutefois, la méthode fait l'objet de sérieuses critiques, qui vont dans deux sens.

Il est évident que, le PIB ne recensant que les activités visibles, toutes les activités domestiques, le « do it yourself », mais aussi les activités non déclarées (ce que l'on appelle l'économie souterraine) ne sont pas prises en compte. Selon certains économistes, le chômage croissant et les taux d'imposition et de prélèvements sociaux particulièrement lourds auraient considérablement développé cette économie souterraine, d'où une sous-estimation chronique du PIB.

Les critiques les plus acerbes sont assurément celles qui mettent en cause la conception très matérialiste du PIB. On comprend le sens de la critique : le PIB ne prend en compte aucun des aspects négatifs générés par la croissance, pas plus qu'il ne prend en compte la beauté des paysages, la qualité de l'éducation et de la formation, la santé des individus, ...

5. LES INDICATEURS ALTERNATIFS

La notion de « BONHEUR NATIONAL BRUT » est un concept imaginé en 1972 par Jigme Singye Wanchuck, ex-roi du Bhoutan . Cet indice repose sur la croissance économique, mais également sur trois principes fondamentaux : la conservation et la promotion de la culture (bhoutanaise), la sauvegarde de l'environnement (y compris les ressources durables), la bonne gouvernance responsable. Le Programme des Nations Unies pour le Développement a mis au point un indice de développement humain (IDH) qui

classe l'ensemble des pays selon trois critères : le niveau de vie, la santé et l'éducation.

6. LA CROISSANCE ET LE CYCLE ÉCONOMIQUE

Expliquer les causes de la croissance tient d'abord en un mot : PRODUCTIVITE.

Quatre facteurs constituent les déterminants macro-économiques de la productivité :

- le capital humain (le savoir et le savoir-faire acquis par l'individu grâce à son éducation, sa formation, ses apprentissages, son expérience),
- le capital physique,
- les ressources naturelles disponibles et exploitables,
- la technologie, ou la capacité d'une société à développer les meilleurs processus pour produire des biens & services.

Pour favoriser la croissance, il faut donc :

- investir massivement dans l'éducation et la formation, en organisant un système éducatif cohérent, et en incitant (et permettant à) la population de l'utiliser au mieux, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Dans un article paru dans le Business Week du 22/11/1999, Gary BECKER explique bien que mettre les enfants au travail plutôt que de les envoyer à l'école est dans beaucoup de pays pauvres une nécessité, une question de survie pour les familles ; pour sortir de ce cercle vicieux, il propose de rémunérer les mères pauvres dès lors que l'école certifie que l'enfant suit les cours. Il faut aussi, dans les pays moins riches, éviter la fuite des cerveaux (les universitaires partent vers les pays riches, où le niveau de vie est meilleur ; les étudiants partis faire leurs études dans les pays riches ne rentrent pas) ;
- contrôler l'évolution démographique : une forte croissance démographique, supérieure à celle du PIB, réduit le RN par habitant et pose souvent des problèmes au système éducatif ; en outre, il faut à terme une croissance soutenue pour « absorber » l'augmentation de la population active ;
- encourager l'investissement, qui favorise la croissance à long terme, et la recherche et le développement, pour favoriser le progrès technologique.
- Il faut y ajouter la nécessité d'assurer une stabilité politique, garante d'un Etat capable de faire respecter notamment les droits « économiques et sociaux ».

7. LA RELATION PIB - CHÔMAGE²

Le taux de chômage est autant devenu une inquiétude quotidienne pour bons nombres de français qu'un objectif politique fort. En effet, réduire le taux de chômage est aujourd'hui le leitmotiv des programmes politiques de tous bords. Depuis plusieurs années maintenant, il n'est pas rare d'entendre qu'en France, il est nécessaire d'atteindre au moins 2% de croissance pour commencer à voir le chômage refluer.

² [https://edubourse.com/guide-bourse-loi-d-okun/\(31/10/2021\)](https://edubourse.com/guide-bourse-loi-d-okun/(31/10/2021))

Ce chiffre est le résultat de la loi d'Okun, en 1962, un économiste américain met en relation linéaire le taux de croissance du PIB d'un pays et l'évolution de son taux de chômage. Ainsi, pour lui, le taux de chômage ne reflue pas tant qu'un niveau de croissance du PIB n'est pas atteint. Une fois ce taux franchi, le taux de chômage baisse linéairement. Selon lui, un taux moyen de croissance du PIB de 3% est nécessaire pour voir le taux de chômage diminuer. Bien que sa loi est simpliste, elle n'est que très peu critiquée. Economiste, professeur à l'Université de Yale, Arthur Okun fut un conseiller économique du Président Kennedy. C'est d'ailleurs sous ses conseils, que JFK décida de pratiquer une politique de baisses des impôts afin de doper la croissance, et réduire le taux de chômage.

La loi d'Okun repose sur deux éléments qui déterminent en grande partie la croissance minimale nécessaire à une stabilisation du taux de chômage. D'une part, la croissance de la population active. D'autre part, l'évolution de la productivité.

Evolution de la population active

Dans la plupart des pays, la population active croît. Cela signifie que le nombre de travailleurs potentiels va augmenter. Ainsi, avant même de penser à réduire le chômage, les gouvernements de ces pays doivent absorber l'augmentation de la population active. Toutefois, il est plus aisément d'augmenter la croissance avec une population active en hausse. Ces derniers seront plus à même de consommer et donc à faire croître le PIB. Une population active en baisse pourra avoir un impact non négligeable à court terme sur l'évolution du taux de chômage, mais à long terme, les inconvénients sont bien supérieurs aux avantages.

La France est un pays où la population active croît relativement fortement, comparativement aux autres pays européens. De plus, la différence de croissance entre la France et l'Allemagne, explique en partie la dissymétrie existante entre l'évolution du taux de croissance du chômage.

Certains théoriciens, se reposant sur la loi d'Okun, expliquent ainsi qu'il pourrait être souhaitable de juguler la démographie. Ces théories malthusiennes³ visent à réduire la population, active ou non, afin d'éviter d'épuiser les ressources de la planète, et dans notre cas, afin de réduire le taux de chômage.

Hausse de la productivité du travail

Autant certains pays voient leur population active réduire, autant la productivité du travail augmente quasi continuellement sur l'ensemble de la planète. Avec un même niveau de ressources, on produit davantage aujourd'hui qu'hier, et moins aujourd'hui que demain. Cette recherche de la productivité est poussée par une concurrence toujours plus accrue entre chaque acteur. Tout naturellement, la hausse de la productivité conduit l'entreprise à ne pas embaucher malgré une hausse de la production. La main d'œuvre nécessaire aujourd'hui

³ Le terme dérive des travaux de l'économiste britannique Thomas Malthus (1766–1834). Selon lui, l'accroissement de la population est infini et a une progression géométrique, alors que les ressources disponibles, notamment les productions agricoles, n'augmentent que de manière arithmétique et restent limitées.

à la construction d'une automobile est bien inférieure à ce qu'elle était il y a seulement dix ans. De fait, la croissance du PIB doit aussi absorber cette hausse de productivité avant de voir le taux de chômage réduire. Cette hausse continue s'explique par les progrès techniques mais aussi par une meilleure formation des personnels ou encore par la courbe d'apprentissage. Elle est quasi immuable et une baisse de productivité serait très mal perçue par les économistes.

Même la réduction du temps de travail qui a aidé en partie à la baisse du taux de chômage s'est traduite par une hausse de la productivité horaire de la main d'œuvre. Autant dire qu'il n'existe pas de recettes miracles pour réduire le taux de chômage.

La loi d'Okun peut se résumer en deux chiffres. D'une part, un taux de croissance du PIB minimal à atteindre pour réduire le taux de chômage. D'autre part, un coefficient dit coefficient d'Okun. Ce coefficient permet de connaître, a priori, la réduction du taux de chômage en fonction d'une hausse de la croissance supérieure au taux minimal exigé. Plus simplement, le coefficient d'Okun permet de savoir si l'économie réagira rapidement à une hausse de la croissance. Ce coefficient s'est nettement amélioré en France. Ainsi, la baisse du taux de chômage est bien plus forte aujourd'hui pour 1 point de croissance qu'il y a quelques décennies. Ceci s'explique en grande partie par une meilleure flexibilité du monde du travail. Il est plus aisément d'embaucher mais tout autant de licencier. Toutefois, ce coefficient reste bien en deca des Etats-Unis. L'économie américaine est en effet très prompte à réagir rapidement à l'évolution de la croissance du PIB.

La loi d'Okun est parfois critiquée, notamment à cause de la variabilité du coefficient d'Okun. Toutefois, elle reste un concept macroéconomique simple et admis quasiment par tous. Elle est aujourd'hui utilisée par les gouvernements pour se fixer des objectifs de croissance.

8. CYCLE ÉCONOMIQUE ET CONJONCTURE

L'analyse des chiffres du PIB nous a montré que son évolution n'était pas constante dans le temps ; certaines années, la croissance est forte, d'autres, faible voire négative.

Dès le milieu du XIXème siècle, les économistes se sont intéressés aux mouvements de certaines variables macro-économiques, et ont tenté à l'aide de techniques mathématiques de dégager des constantes dans l'évolution du PIB, aboutissant à trois types de cycles :

- un cycle long, le « [KONDRAEFF](#) » ;
- un cycle court, le « [JUGLAR](#) », que l'on appelle communément CONJONCTURE ;
- des variations saisonnières.

A travers l'analyse des cycles, les économistes essaient de prévoir la survenance des récessions, notamment afin que les pouvoirs publics puissent prendre à temps des mesures pour les amortir.

A partir de séries statistiques, Kontratief a mis en évidence l'existence de cycles longs (30 à 60 ans),

comportant :

- une phase ascendante, caractérisée par une forte croissance et le développement des entreprises ;
- une phase descendante, avec hausse du chômage et concentration des entreprises.

Plusieurs théories expliquent le cycle de Kondratieff :

- les vagues d'innovations technologiques : les grappes d'innovation (machine à vapeur et industrie textile à la fin du XVIIIème, chemin de fer et acier à partir de 1830, ...) sont à l'origine à la fois des phases d'expansion puis des phases de récession lorsqu'elles arrivent « à maturité ».
- En fait, lorsque des pays (ou zones) détiennent un monopole sur les secteurs innovants (Europe, puis USA après la 2de guerre mondiale), la croissance est rapide ; lorsque l'imitation et donc la compétition apparaissent, les prix et les profits des entreprises diminuent, pouvant générer une récession.

Juglar décrit un cycle périodique des « affaires » de 8 à 11 ans, composé de 3 phases : expansion, crise, liquidation.

- Durant la phase d'expansion, la demande est soutenue, l'activité économique augmente et pousse les entrepreneurs à investir ; en général, les prix sont à la hausse.
- La « crise » correspond à la phase de retournement du cycle). Juglar utilise une formule choc : « la cause de la misère, c'est la prospérité », signifiant que c'est durant la phase d'expansion que se mettent en place les facteurs récessifs. L'inflation provoquée par l'accroissement de la masse monétaire engendre une perte de compétitivité des entreprises sur les marchés internationaux. Les entreprises ayant souvent surestimé les débouchés, il y a surproduction.

Juglar décrit un cycle périodique des « affaires » de 8 à 11 ans, composé de 3 phases : expansion, crise, liquidation.

A l'intérieur du cycle de Juglar se profile un cycle plus court, celui de Kitchin, qui concerne les mouvements de stocks :

- les entreprises ont tendance à surstocker en période d'expansion ; elles vont alors anticiper un ralentissement de l'activité et déstocker, entraînant la récession.
- Toutefois, dans une économie tertiarisée⁴, les stocks jouent un rôle beaucoup moins important que dans une économie industrielle

⁴ La tertiarisation se définit par une croissance de la part des services dans la production globale qui va de pair avec une hausse de la part des actifs du secteur tertiaire dans la population active totale.

CHAPITRE 2. LE NIVEAU GENERAL DES PRIX

Alors que le 19ème siècle a été caractérisé par la stabilité monétaire, l'inflation est « vraiment une maladie chronique du 20^e siècle ».

Des prix stables sont synonymes, sur le marché intérieur, d'une protection du pouvoir d'achat des «ménages». Sur les marchés étrangers, la stabilité des prix est synonyme de compétitivité.

1. MESURER LE COÛT DE LA VIE

En Belgique, trois indices servent de référence.

- L'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé afin d'évaluer les changements du coût de la vie avec le temps. Lorsque l'indice des prix à la consommation augmente, une famille représentative doit dépenser plus d'argent afin de maintenir son niveau de vie constant. L'IPC est une mesure du coût global des biens et services achetés par un consommateur représentatif.
- Le « déflateur du PIB » est basé sur la totalité des biens qui sont inclus dans le calcul du PIB.
- Depuis 1994, un « indice santé » : En 1994, pour éviter les dérapages des salaires des années 1992-1993 et la perte de compétitivité des entreprises, le Gouvernement a décidé de sortir certains produits du panier, à savoir ceux qui influençaient celui-ci de façon démesurée, notamment à cause des augmentations fréquentes des droits d'accise : alcool, carburants et tabac.

De façon à ne pas répercuter trop vite (et avec des écarts trop importants) des hausses (ou baisse) de prix et donc d'amenuiser l'impact des hausses de courte durée, on utilise depuis 1983 un indice lissé qui prend en compte la moyenne des 4 derniers mois.

Afin d'effectuer des comparaisons au sein de l'UE, on utilise un indice des prix harmonisé (IPCH), basé sur une méthodologie identique à celle des IPC nationaux

Exercice :

Imaginez que le père d'un ami vous annonce avoir arrêté de fumer, non seulement pour des raisons de santé, mais surtout pour la raison suivante : « Lorsque j'ai commencé à fumer en 1978, un paquet de cigarettes coûtait l'équivalent de 0,75€. Le dernier paquet que j'ai acheté en 2018 m'a coûté 4€. Je n'accepte plus de payer plus de cinq fois ce que je payais à l'époque pour mes cigarettes. »

- a. Que pensez-vous de l'argument du père de votre ami ?

- b. Sachant que l'IPC valait 31,5 en 1978 et 186,3 en 2018, quel est le coût d'un paquet de cigarettes de 1978 aux prix de 2018 ?
- c. Quel est le coût d'un paquet de cigarettes de 2018 aux prix de 1978 ? Vos conclusions sont-elles identiques ?
- d. L'exemple précédent illustre ce que les économistes appellent « l'illusion monétaire ». Pourquoi le choix de ce terme ?

2. L'INDEXATION AUTOMATIQUE DES SALAIRES

La Belgique et le Luxembourg sont les seuls pays où les salaires sont indexés automatiquement. L'indexation est avantageuse pour les travailleurs, qui ne doivent pas négocier la simple adaptation de leur pouvoir d'achat.

Elle est par contre contraignante pour les employeurs, dont l'Etat. Elle peut provoquer des pertes de compétitivité pour les entreprises, notamment si l'inflation est plus élevée que dans les pays concurrents commerciaux.

Exercice

Année	Prix d'un livre	Quantité de livres	Prix d'un crayon	Quantité de crayons	Prix d'un cahier	Quantité de cahier
1	50	10	1	100	5	100
2	50	12	1	200	10	50
3	60	12	1,50	250	20	20

Au départ du tableau :

- Quelle est la valeur de l'IPC l'année 1 ?
- Quelle est la valeur de l'IPC l'année 2?
- Quelle est la valeur de l'IPC l'année 3?
- Quel est le taux d'inflation l'année 2?
- Quel est le taux d'inflation l'année 3?
- Quel est le biais observé dans l'IPC et le taux d'inflation que l'on vient de calculer ?
- Si vous avez dans votre contrat une clause d'indexation de salaire sur base de l'IPC tel qu'il

est calculé précédemment, votre niveau de vie augmente, diminue ou reste stable durant ces années?

- h. Supposez que vous ne consommiez qu'un cahier (pas de livre ni de crayon), votre niveau de vie va-t-il augmenter, diminuer ou rester stable?

Complétez le texte suivant.

bruts - coût – coût de la vie – dépenses – entreprises - forte – gagneraient – indexation automatique -nets – perdraient - petits— plus – pouvoir d'achat - travail au noir

Pour une indexation progressive des salaires, Charles Potelle, L'Echo 26/2/2019

L' _____ des salaires est une invention géniale qui avait pour but de maintenir le _____ de tous les travailleurs et d'éviter des tensions sociales. Malheureusement elle ne suffit plus à remplir ces rôles.

En effet, l'indexation permet l'augmentation des revenus _____ mais pas des revenus _____. Le _____ n'est donc par définition pas complètement maintenu.

En outre, l'indexation est strictement linéaire; plus le revenu est élevé, plus l'indexation sera _____. On ne tient donc pas compte de la structure des _____ selon la classe sociale.

Or les personnes disposant de petits revenus dépensent proportionnellement beaucoup _____ dans le loyer, l'énergie et l'alimentation. Et ce sont précisément ces trois postes qui ont fortement augmenté ces 20 dernières années (cfr l'étude de Philippe Defeyt).

Enfin elle coûte cher aux _____ selon la FEB.

Afin de pallier ces problèmes, on peut imaginer de réformer le calcul du saut d'index avec une indexation graduelle des salaires.

Une indexation supérieure pour la partie basse du revenu et moindre voire nulle sur la partie supérieure du revenu. Par exemple, lorsque l'index global monte de 2%, on appliquerait:

- une augmentation de 3% pour la partie du salaire de 0 à 1.000€ brut,
- une augmentation de 2% sur la partie des revenus entre 1.000 et 2.500€,
- une augmentation de 1% sur la tranche de revenus de 2.500€ à 4.000€
- et pas d'augmentation soit 0% sur la dernière tranche de revenu > 4.000€.

Ainsi un revenu de 1.500€ bruts monterait de 40€ bruts contre 30€ bruts actuellement. Et un revenu de 6.000€ bruts monterait de 75€ bruts contre 120€ actuellement. Les avantages sont les suivants:

Les petits salaires augmentent _____ qu'actuellement. De manière à compenser l'augmentation nette du _____. Comme celles et ceux qui bénéficient de _____ salaires ont tendance à dépenser l'ensemble de leurs revenus, c'est bénéfique pour l'économie.

Les travailleurs qui bénéficient d'un salaire supérieur à 4.000€ ($\pm 24\%$ de la population selon Statbel – revenus 2016) seraient certes pénalisées. Mais comme il s'agit principalement de personne en fin de carrière, ce serait une manière de ne pas augmenter encore leur _____ pour l'employeur et donc de préserver leur employabilité.

Globalement, le coût serait légèrement inférieur pour les entreprises. Sur base de la répartition des revenus du travail en 2016 (Statbel), l'augmentation globale serait même légèrement inférieure à 2% (1,948%). Cet écart devrait mécaniquement augmenter au fil du temps.

Les entreprises avec beaucoup de hauts salaires (celles les plus soumises à la compétition internationale)
y _____.

Par contre, les entreprises employant beaucoup de main-d'œuvre peu qualifiée y _____. Ces entreprises étant plus soumises à la compétition d'entreprises locales, ce n'est pas dramatique même si on peut craindre une augmentation du_____.

3. L'INFLATION

L'inflation est un état de l'économie caractérisé par un excès de monnaie en circulation par rapport au flux de produits disponibles sur le marché.

En d'autres termes, il y a trop de monnaie en circulation par rapport à ce qu'elle permet d'acheter. Donc l'inflation peut être définie comme un « déséquilibre monétaire résultant d'un excès de flux de monnaie ou de moyens de paiement par rapport aux flux de biens et services sur le marché ».

La hausse générale des prix est le symptôme de la présence de l'inflation. En effet, l'excédent de monnaie déprécie celle-ci et les producteurs en exigent davantage en échange de leurs productions. Cette hausse comporte des caractères suivants :

- ✓ Elle est généralisée et est plus intense que l'accroissement possible du volume de la production ;
- ✓ Elle a tendance à s'accélérer au lieu de s'arrêter ;
- ✓ Elle correspond à une disparité entre la demande globale et l'offre globale, cette dernière ne pouvant satisfaire la première.

Remarque : alors que les économistes classiques considéraient la hausse générale des prix comme la conséquence de l'inflation, les modernes considèrent l'inflation comme l'état de l'économie où l'on observe une tendance générale des prix à la hausse.

La conséquence la plus directe de l'inflation est la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie appelée également dépréciation de la monnaie ou érosion monétaire, mais plusieurs autres conséquences peuvent être recensées.

3.1. LES TYPES D'INFLATION

Les économistes distinguent quatre principales sortes d'inflation en fonction de l'intensité du taux d'inflation.

3.1.1. L'inflation rampante ou l'inflation légère

Situation de hausse modérée des prix, 1 à 3% l'an. Les autorités monétaires peuvent intervenir rapidement pour contrôler et neutraliser les causes de la tendance de la hausse des prix ;

3.1.2. L'inflation déclarée

L'inflation déclarée ou l'inflation proprement dite qui correspond à une hausse sensible des prix. Si les autorités estiment que cette inflation peut être maîtrisée, elles effectuent un réajustement du stock monétaire (monnaie fiduciaire et monnaie scripturale) aux nécessités de transactions, par prélèvement de l'excès des moyens de paiement en circulation ou en ralentissant la demande.

S'il n'est pas possible de revenir à la situation de départ parce que les mesures prises risquent de ralentir l'activité économique, conduire au chômage, , à une politique d'austérité et à l'opposition des travailleurs, les autorités monétaires s'efforcent de stabiliser la situation en arrêtant le mouvement de hausse des prix.

3.1.3. L'inflation aiguë

L'inflation aiguë est une situation de hausse des prix et de dépréciation monétaire accélérées, le taux d'inflation dépassant les 10%.

3.1.4. L'hyperinflation

L'hyperinflation ou inflation galopante, elle se caractérise par une hausse sauvage, incontrôlable des prix.

3.2. LES SOURCES DE L'INFLATION

3.2.1. L'inflation par la demande

L'ensemble de l'économie tourne au régime maximum. L'offre étant inélastique, les capacités de production des entreprises étant entièrement utilisées, si la demande continue à croître, un manque de biens poussera les prix à la hausse.

Pourquoi la demande augmenterait-elle ? En réalité, les ménages, les entreprises et les pouvoirs publics dépensent trop. Ceci est rendu possible par :

- ✓ un relèvement général du niveau des revenus ;
- ✓ une augmentation brutale des dépenses des ménages
- ✓ accroissement des dépenses publiques

3.2.2. L'inflation par les coûts

Lorsque les prix du travail, des matières premières, du capital haussent (ces prix, étant considérés comme des coûts pour les entreprises qui doivent combiner ces facteurs de production), ils entraînent une hausse des prix des biens produits.

L'inflation par les coûts peut résulter :

- ✓ d'une poussée sur les coûts provenant directement de l'étranger ou « inflation importée directement » : ex : renchérissement des matières premières et énergiques ;
- ✓ d'une poussée sur les coûts provenant indirectement de l'étranger ou « inflation importée indirectement » : ex : variation à la baisse du taux de change de la monnaie nationale) ;
- ✓ d'une augmentation des coûts salariaux supérieurs à la hausse de la productivité du travail ou « inflation salariale » ;
- ✓ d'un système d'indexation automatique des salaires à l'indice des prix ou « spirale inflationniste»;
- ✓ de décisions des pouvoirs publics en matière fiscale ou parafiscale.

3.3. LES CONSÉQUENCES DE L'INFLATION

Dès que l'inflation est aiguë et/ou que le différentiel d'inflation avec les pays concurrents est défavorable, de graves problèmes apparaissent.

- ✓ L'inflation génère une redistribution de la richesse, au détriment des rentiers, préteurs, détenteurs de monnaie, parfois des contribuables.
- ⇒ Une forte inflation enrichit les débiteurs (et en particulier, l'Etat) : en effet, leur revenu augmente, mais pas les annuités de remboursement (sauf indexation)
- ⇒ A l'opposé, les préteurs ou les rentiers sont défavorisés : l'argent qui leur est remboursé est déprécié.
- ✓ Les détenteurs de monnaie sont également victimes de l'inflation. L'argent liquide (ou en compte non rémunéré) perd de sa valeur (« taxe inflationniste »).
- ✓ Les contribuables peuvent être victimes de l'inflation ; celle-ci fait augmenter les revenus nominaux ; l'impôt sur le revenu étant progressif, si les barèmes fiscaux n'ont pas été indexés.

4. LA DÉFLATION

Quand le niveau moyen des prix présente une tendance systématique à la baisse, il est question de déflation.

La déflation peut avoir deux conséquences négatives majeures.

- ✓ Les ménages reportent leurs dépenses de consommation parce qu'ils s'attendent à ce que les biens et les services diminuent de prix.
- ✓ En outre, la déflation alourdit la charge de remboursement des ménages, des entreprises et des administrations publiques endettés.

CHAPITRE 3. LE MARCHE DU TRAVAIL

Pour créer une entreprise, les associés ont besoin de capitaux financiers. Mais ce n'est pas tout. Pour produire, les entreprises mettent en œuvre d'autres facteurs de production, notamment les capitaux fixes et la force de travail.

En effet, la transformation de matières premières, la production de biens et services nécessitent la mise en œuvre de travail et de capitaux fixes tels que les bâtiments, les machines, les équipements ... appelés souvent biens d'investissement...

Dans le présent chapitre, nous étudions les caractéristiques propres à un marché de facteur de production : le marché du travail.

Il faut noter avant d'avancer que :

- ✓ Le marché du travail est spécifique car il est fortement structuré par des normes institutionnelles, des statuts. En particulier, la relation d'échange entre offreurs et demandeurs peut prendre deux formes différentes :
 - le salariat : contrat de travail donnant lieu à prestations de services productifs pour un employeur contre paiement d'un salaire.
 - le travail indépendant: d'une certaine manière, on s'emploie soi-même.
- ✓ L'analyse du marché du travail salarié est complexe parce que :
 - les travailleurs sont hétérogènes : ils peuvent être distingués comme manuels ou "intellectuels", qualifiés ou non, etc. On doit également les distinguer par sexe, âge, car leur comportement comme offreurs de travail peut varier en fonction de ces caractéristiques personnelles.
 - la détermination du salaire se fait de manière assez différente que celle par exemple du prix des pommes. Les processus de négociations entre syndicats et employeurs sont incontestablement, du moins en Europe, très importants pour comprendre comment les salaires évoluent.

1. L'OFFRE DE TRAVAIL ET SES DÉTERMINANTS

En économie, un marché est un lieu de rencontre entre vendeurs et acheteurs. Sur le marché du travail, le bien offert et demandé est le travail.

Remarque : il ne faut pas confondre « offre et demande travail », expressions utilisées par les économistes et « offres et demandes d'emplois » expressions que l'on rencontre dans les rubriques « emplois » des annonces faites dans les journaux, mais aussi dans des statistiques officielles ou dans certains articles à connotation économique et sociale....

Au départ, les déterminants de l'offre de travail sont en tout premier lieu les paramètres démographiques, et d'abord la population totale.

A partir de la population totale, on peut établir la population en âge de travailler.

Celle-ci est une donnée démographique et institutionnelle.

- ✓ Institutionnelle parce qu'elle dépend de l'âge de la scolarité obligatoire et de la pension légale.
- ✓ Démographique parce qu'elle dépend de la taille de la population mais aussi de sa structure d'âge.

La population en âge de travailler détermine enfin ce qui est la mesure statistique de l'offre de travail, la population active.

Pour bien comprendre l'évolution du marché du travail à court et à long terme, il faut savoir que la population active est un sous-ensemble de la population totale et que les demandeurs d'emplois constituent un sous-ensemble de la population active.

La population active est composée d'un ensemble de personnes exerçant une activité professionnelle (rémunérée) ou se trouvant momentanément sans travail. La population active comprend donc les chômeurs (demandeurs d'emploi), mais ne comprend pas les femmes au foyer, les pensionnés et les étudiants puisque ces personnes n'exercent pas d'activité professionnelle rémunérée et ne sont pas demandeuses d'emploi.

L'offre de travail maximale est supposée égale à la population active, celle-ci étant par ailleurs supposée composée de l'ensemble des individus ayant un emploi ou pas mais souhaitant travailler. L'offre de travail au sens strict, est l'ensemble des personnes souhaitant travailler au salaire net en vigueur sur le marché. La différence entre offre de travail maximale et offre de travail au sens strict est qualifiée de « chômage volontaire ».

Dans notre système économique et social, la population active occupée prend en charge la population totale. En effet, les personnes actives occupées se prennent en charge ainsi que les membres de leurs propres familles, mais contribuent également pour permettre aux pensionnés, aux chômeurs, etc. d'avoir un minimum de moyen d'existence.

A long terme, l'évolution de la population active est influencée par des données relatives à l'évolution de la population totale. Exemples : mouvements migratoires, évolution de la natalité, de la mortalité.

La population active inoccupée ou au chômage regroupe les personnes disponibles pour travailler et à la recherche d'un emploi ; qu'elles bénéficient ou non d'allocations ne fait pas de différence selon la définition du Bureau international du travail (BIT)

Pour être considérée au chômage, une personne en âge de travailler doit remplir simultanément trois conditions :

- être sans emploi ;
- rechercher activement un emploi ;
- être disponible pour travailler.

Si on recense les demandeurs d'emploi inoccupés déclarés auprès des services publics de l'emploi, on obtient le taux de chômage administratif. Les chiffres tirés d'enquêtes régulières auprès d'échantillons représentatifs de la population (dans les pays de l'UE, il s'agit de l'enquête sur les forces de travail) permettent de calculer le

taux de chômage harmonisé (définition du BIT)

2. LA DEMANDE DE TRAVAIL ET SES DÉTERMINANTS

Pour pouvoir produire, les entreprises créent des "postes de travail" : elles le font donc en fonction de la production qu'elles planifient, cette dernière étant déterminée par la demande pour leur produit. La demande de travail émane donc des entreprises et est une demande dérivée au sens où elle dépend en dernière instance de la demande des produits.

Mais la demande de travail ne dépend pas que de la demande de produits "à n'importe quel prix". Les postes de travail doivent être profitables. Compte tenu du coût du travail (le salaire nominal c'est-à-dire le salaire brut), de la productivité du travail et du prix auquel elle peut vendre son produit, il faut que l'heure de travail que l'entreprise utilise lui rapporte un profit suffisant pour qu'elle maximise son profit compte tenu de la production totale qu'elle vend.

La demande du travail dépend donc de manière générale de la quantité produite, donc de la demande de biens et de la profitabilité, c'est-à-dire du salaire nominal, de la productivité du travail et du prix de l'output. Ces deux déterminants (demande de produits et profitabilité) jouent un rôle respectif dans la détermination de la demande du travail selon la structure du marché du produit sur lequel la firme opère.

3. EQUILIBRE DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Si le marché du travail s'équilibre parfaitement, Offre de travail = Demande de travail et le salaire d'équilibre est celui pour lequel offre de travail = Demande de travail.

A ce salaire d'équilibre, l'entreprise maximise son profit ; elle produit sa quantité désirée. Sur le marché du travail, il n'y a que du chômage volontaire.

Il est important de noter que dans la réalité, il n'y a jamais adéquation parfaite entre l'offre totale et la demande totale de travail. C'est la raison pour laquelle il y a chômage.

Même en période de grande prospérité économique, il y a toujours un certain nombre de chômeurs.

Il y a aussi des gens qui pour diverses raisons n'ont pas d'emploi (ces raisons peuvent être : chômage "volontaire", absence de formation, incapacité de s'adapter aux exigences du marché du travail ...). Dans les statistiques économiques d'un pays, zéro chômeur est un chiffre qui n'existe pas ; zéro faillite et zéro fermeture d'entreprise n'existent pas non plus dans les statistiques de notre pays même aux périodes les plus glorieuses de notre histoire économique.

Il est évident qu'il y a une différence importante entre les données statistiques des périodes de

prospérité et des périodes de crises...

Le taux de chômage chiffre le pourcentage de demandeurs d'emploi par rapport à la population active. Le chiffre du chômage correspond à la différence entre la population active et la population occupée, le volume de la population active n'étant pas stable.

Le taux d'emploi est le rapport entre la population active occupée et la population en âge de travailler.

Le taux d'activité est le rapport entre l'ensemble de la population active et la population en âge de travailler.

Exercices

☞1

- Calculez le taux d'activité l'année 1
- Calculez le taux de chômage l'année 1
- En se référant au taux de chômage qui est passé à 6,9 % l'année 2, un politicien concluait que son gouvernement avait fait du bon travail. En effet, il soulignait que la situation de l'emploi s'était améliorée au pays. A-t-il raison de faire une telle affirmation ?

	Année 1	Année 2
Taux d'activité	a)	61,8%
Taux de chômage	b)	6,9%
Population en âge de travailler (en milliers)	12.582	13.022,6
Emplois (en milliers)	8.531	7.489
Chômeurs	693,1	----

☞2 Vous trouverez ci-joint un tableau avec des données publiées par la BNB.

Évolution en Belgique de la population en âge de travailler, de la population active, de l'emploi et du chômage (en milliers)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Population en âge de travailler	7.124	7.180	7.225	7.247	7.259	7.268	7.284	7.300	7.312	7.321
Population active	5.075	5.118	5.159	5.194	5.203	5.236	5.256	5.290	5.327	5.355
Emplois	4.524	4.553	4.614	4.635	4.619	4.638	4.678	4.737	4.802	4.860
Chômeurs	551	565	545	559	584	598	578	553	525	495

- Calculez les taux suivants pour l'année 2018

- taux de chômage
 - taux d'activité
 - taux d'emploi
- b. Qu'entend-on par personnes actives ? Le nombre de personnes actives dans un pays évolue en fonction de deux éléments ; lesquels ?
- c. Partant de la population totale d'un pays, décrivez sous la forme d'un schéma les différentes composantes de cette population par rapport au marché du travail
- d. Le nombre de personnes au chômage a augmenté en 2012, 2013 et 2014. Est-ce parce que le nombre d'emplois a diminué ces années-là ?

4. LE SALAIRE

Le "salaire réel" peut avoir deux significations selon que l'on se place du point de vue de l'entreprise ou du point de vue du travailleur.

- Du point de vue de l'entreprise, le salaire réel, c'est le salaire nominal coût divisé par l'indice du prix du produit de l'entreprise. En effet, ce qui intéresse l'entreprise, c'est le rapport entre ce que lui coûte le travail nécessaire pour sa production, le salaire coût nominal, et ce que va lui rapporter la vente de son produit, càd le prix.
- Du point de vue du travailleur, le salaire réel, c'est le salaire nominal net W net (net d'impôts et de cotisations de sécurité sociale) divisé par l'indice du prix à la consommation. En effet ce qui intéresse le travailleur, c'est le rapport entre ce qu'il gagne après avoir payé ses impôts et après que l'on ait déduit toutes les cotisations sociales, et le prix des biens qu'il veut acheter, les biens de consommation, en clair le pouvoir d'achat de son salaire.

5. LE CHÔMAGE

Le chômage est un déséquilibre sur le marché du travail. Il se présente lorsque l'offre de travail est supérieure à la demande de travail et réduit à l'inactivité prolongée une partie de la population active. Depuis trois décennies, « un niveau élevé d'emploi », qui a symboliquement remplacé dans le vocabulaire la notion de « plein emploi », constitue l'objectif prioritaire des gouvernements. L'emploi source de revenus permettant la consommation et, donc, la satisfaction des besoins, est un enjeu sociétal vital.

Nos économies souffrent d'un mal implacable : le chômage structurel. Celui-ci résulte d'une inadaptation entre la demande de travail (émanant des entreprises) et l'offre de travail (émanant de la population). Comme vu au chapitre 6, les causes sont nombreuses (manque de qualification, évolutions technologiques, nouvelle division internationale du travail, rigidité des réglementations, ...) et les remèdes parfois inadaptés ou timorés.

D'abord, il nous faut quitter le clan des pessimistes, enfermés dans une sinistrose auto-entretenue, en cessant de poursuivre de notre vindicte les "accusés innocents" : le progrès technologique, la concurrence internationale (délocalisations, importations des pays pauvres, mondialisation, ...), la protection sociale, la bourse et les fonds de pension anglo-saxons, l'immigration, ...

Ensuite, il nous faut prendre conscience de nos handicaps : l'inadaptation d'un système éducatif bureaucratique, le coût du travail grevé par les charges sociales, des conceptions "rousseauistes" de la vie, du travail et "marxistes" de l'entreprise, du profit, de la solidarité, ...

Il nous faut être sereinement optimistes par la prise en compte des mutations profondes intervenues dans les deux dernières décennies du XXe siècle.

Il n'y a pas de solution miracle au problème de chômage, mais il faut renoncer à certains "tabous" et emprunter, avec esprit critique et en privilégiant le statut des plus défavorisés, les voies nouvelles qui ont pour noms: formations ciblées et éducation permanente, flexibilité et mobilité, souplesse dans les modèles de carrière, fin des rigidités sociales, ...

Le chômage est un problème humain, un problème de société du fait du statut social que l'on peut tirer d'un travail, du fait du revenu que ce travail procure, du fait de la perte de statut résultant de la perte d'un emploi...

Le chômage a des dimensions économiques et sociales nombreuses, des effets au niveau des individus directement concernés, mais aussi des effets économiques directs ou indirects ...

Le chômage doit être une des préoccupations des pouvoirs publics. Ceux-ci doivent prendre des mesures pour en atténuer les effets mais aussi pour tenter de le résorber... C'est une des raisons pour lesquelles les pouvoirs publics ont mis en place des organisations de sécurité sociale...

Maintenir un bon niveau de protection sociale est un impératif éthique, Aussi, la réduction des charges sociales devra être compensée par un financement alternatif.

5.1 LES FORMES DE CHOMAGE

Le chômage n'est pas un phénomène homogène. En effet,

- il peut y avoir chômage sur un marché de travail et pas sur d'autres.
- il a de multiples causes possibles - il se présente sous de multiples aspects- il ne présente pas la même gravité pour chaque personne qui le subit.
- il ne présente pas la même gravité économique, sociale, pour tous les pays.

Lorsque l'on s'interroge sur ses causes, on découvre que le chômage peut prendre différentes formes. Les types de chômage les plus souvent distingués dans la littérature économique sont :

- Chômage saisonnier, conjoncturel, structurel ;

- Chômage keynésien et classique ;
- Chômage volontaire et involontaire.

5.1.1 Le chômage saisonnier

Celui-ci frappe principalement certaines branches d'activités à un moment donné: agriculture, tourisme, construction...

5.1.2 Le chômage conjoncturel

Celui-ci résulte de l'évolution de la conjoncture économique qui à court terme est faite d'alternances de périodes où l'activité économique tantôt s'essouffle, tantôt reprend ... A court terme, on observe des variations de la demande globale qui à son tour influence la production globale, et ensuite l'emploi... Il s'agit en fait de fluctuations cycliques...

5.1.3 Le chômage structurel

Pour les économistes, le chômage structurel n'est pas lié à la dégradation de la conjoncture économique. Il n'est par conséquent pas résorbé lorsque la conjoncture économique reprend. Il est dû à des causes diverses et difficilement identifiables, liées à la structure sociale, économique, environnementale, etc. Un aspect important du chômage structurel souvent mis en évidence par les économistes est constitué par l'inadéquation entre la structure de l'offre de travail et la structure de la demande de travail.

Exemple : Suite à des changements dans la demande des biens et services ou suite à des changements technologiques, des personnes peuvent se trouver en situation de chômage structurel à cause de leur niveau de qualification. Ces personnes constituent un groupe de chômeurs dont la qualification ne correspond pas à la demande de travail.

Hypothèses explicatives du chômage structurel :

- Des changements dans les besoins et les goûts des consommateurs peuvent faire que certains biens et services ne soient plus demandés. Ces changements dans les comportements peuvent entraîner de nouvelles demandes sur de nouveaux marchés de biens et services. Mais ceux qui ont été victimes de pertes d'emplois sur le premier marché, ne sont pas aptes à travailler dans la production de nouveaux biens et services...

Il faut savoir que dans les statistiques du chômage, il peut y avoir des victimes de chômage conjoncturel et des victimes de chômage structurel.

Donc, le travail des uns est davantage lié à la conjoncture économique, le chômage des autres est lié à des causes multiples hétérogènes (ex : l'âge, la qualification, l'éloignement des lieux où les nouveaux emplois sont créés...)

- Des changements technologiques (le progrès technique) sont souvent cités comme source de chômage structurel.

Au sujet du progrès technique, nous devons cependant évoquer une grande controverse : « Le progrès technique crée-t-il le chômage ou crée-t-il de l'emploi ? ».

Arguments favorables au progrès technique : Les arguments les plus répandus dans la littérature économique admettent que le progrès technique supprime des emplois mais ajoutent qu'avec le temps le progrès technique crée davantage d'emplois qu'il n'en a supprimé.

A la base de cette argumentation, on peut émettre les idées suivantes :

- La production de machines nouvelles crée de nouveaux emplois.
- Les gains de productivité obtenus grâce au progrès technique entraînent une baisse de coût, donc une baisse de prix de vente, donc une augmentation de la demande, donc une augmentation de l'emploi.
- Le progrès technique peut amener sur le marché (des biens et services), des produits nouveaux, donc une demande nouvelle, donc les entreprises se verront obligées d'augmenter la production, ce qui peut être à l'origine de nouveaux emplois.
- Grâce à l'abaissement des coûts de production, aux produits nouveaux créés par le progrès technique, les entreprises peuvent mieux résister à la concurrence sur les marchés mondiaux, voire la devancer.

A cette argumentation favorable au progrès technique, d'autres arguments peuvent montrer ses effets négatifs :

Le progrès technique peut créer de nouveaux emplois mais des emplois dont les qualifications exigées ne correspondent pas aux qualifications de ceux qui ont perdu un emploi. Dans ce cas on peut très bien assister au phénomène suivant : embauche nouvelle de gens qualifiés dans un domaine nouveau et perte d'emplois dans un domaine où les qualifications anciennes ne correspondent plus aux besoins. Donc dans ce cas, il y a apparition d'un chômage structurel. L'extension des marchés obtenue grâce au progrès technique crée moins d'emplois que l'accroissement de productivité résultant de ce même progrès n'en fait disparaître. Dans ce cas aussi le progrès technique est créateur de chômage.

Dans notre société, l'absence de formation, l'inadéquation entre la demande formulée par les employeurs et les aptitudes offertes par les travailleurs peuvent être à l'origine d'une certaine forme de chômage structurel.

Ainsi, peut-on observer dans certaines régions de notre pays d'une part "un chômage important" et d'autre part "des patrons qui se plaignent de ne pas trouver la main d'œuvre qualifiée dont ils ont besoin".

On observe d'ailleurs souvent que le chômage touche davantage certaines catégories, comme les personnes peu qualifiées ou les travailleurs plus âgés.

- ✓ Les économistes et d'autres chercheurs citent également parfois l'évolution démographique comme source de chômage structurel.

Puisque le chômage correspond à un écart entre l'offre et la demande de travail, un gonflement important de l'offre de travail sans augmentation significative de la demande de travail peut être à l'origine d'un chômage structurel.

A titre d'exemple, certains citent l'arrivée massive sur le marché du travail, dans les années 70, d'une génération nombreuse née après la guerre. Certains signalent en outre que ce gonflement rapide a été amplifié du fait d'une propension nouvelle et très importante des femmes à rechercher du travail.

- ✓ D'autres ont vu dans la mondialisation de l'économie, une cause possible de chômage structurel.

Dans une économie qui se mondialise, on voit des unités de production des pays développés et industrialisés se déplacer vers de nouveaux pays producteurs. Ces déplacements de productions diverses génèrent évidemment dans les premiers pays, des pertes plus ou moins importantes d'emplois.

Comme on le voit, les sources de chômage dit structurel sont effectivement multiples et hétérogènes. On retiendra aussi que ce type de chômage n'est pas lié à l'évolution de la conjoncture économique.

Comment lutter contre les différentes formes de chômage structurel ?

- ✓ Politique visant l'encouragement du travail à temps partiel, la préretraite, etc.

Observations : Une multiplication des emplois à temps partiel même lorsque l'offre est largement excédentaire n'est pas nécessairement toujours une solution au problème de chômage.

En effet, lorsque le chômage était fort élevé, certains croyaient à des solutions baptisées généralement « partage du temps de travail », « réduction du temps de travail », etc. car ils espéraient dégager de nombreux postes de travail suite à ces mesures. Or, il faut observer que ces formules sont inégalement partagées (tout le monde qui est en chômage ne travaille pas à temps dit partiel) et ceux qui travaillent à temps partiel ne l'ont pas nécessairement librement choisi.

Par ailleurs, la main d'œuvre n'est jamais parfaitement substituable. Ce type de solution ne s'attaque pas du tout aux autres causes de chômage comme l'évolution des technologies, l'inadéquation de la formation (rappelons qu'il y a autant de marchés de travail que de métiers ; en conséquence, on peut très bien imaginer un chômage important sur marché du travail, tandis que sur un autre marché, la situation ne se présente pas de la même façon).

Pour accéder à un marché du travail où il y a de l'emploi, il faut en plus avoir le profil, les compétences, les formations exigées par ce marché)

Quant au recours aux préretraites, il faut se rappeler que lorsqu'il est abusif, il peut poser d'autres problèmes à long terme, notamment celui des équilibres démographiques nécessaires au financement de la sécurité sociale.

- ✓ Politique visant à créer de l'emploi dans le secteur public

Au milieu des années 80, le secteur privé ne générant pas assez d'emplois, on a vu en Belgique se réaliser des

programmes de créations d'emploi dépendant des administrations locales et autres ... Il s'agit d'emplois à statut plus ou moins précaire, à statut plus ou moins temporaire. Il n'est pas certain que nombre de ces emplois constituaient de vrais tremplins pour le marché du travail ... On peut se demander s'ils n'étaient pas plus à classer sous le statut " occupation" ? S'il faut l'interpréter de cette manière, il convient d'admettre que l'on pratique une "gestion sociale " et non une "gestion strictement économique " du chômage...

- ✓ Politique visant à améliorer l'efficience du travailleur...

Il s'agit par exemple de mettre en œuvre des actions de formation, d'améliorations des qualifications... En mettant en œuvre des programmes visant à améliorer, à adapter la formation, la qualification des travailleurs, on vise à mieux ajuster la structure de l'offre de travail à la structure de la demande de travail...

Il convient cependant d'observer que le haut niveau de développement des technologies et l'accélération de ce développement rendent parfois difficiles les actions de qualification. Former des gens de haute qualification nécessite un temps relativement long ; or, les marchés bougent très vite...

5.1.4 Chômage keynésien et classique

Il s'agit d'une classification utilisée par les économistes pour approcher le chômage conjoncturel. Dans celui-ci les économistes distinguent le chômage keynésien et le chômage classique.

L'approche qui en est faite aujourd'hui se base sur la confrontation de deux marchés (qui connaissent à court terme une certaine rigidité de prix).

Ainsi, en confrontant le marché du travail et le marché des biens et services, on peut observer les déséquilibres suivants.

Marché du travail	Marché des biens et services	Type de chômage
O>D	O>D	Chômage keynésien
O>D	O<D	Chômage classique

Commentaires : Avant de mettre en œuvre une politique de lutte contre le chômage, il importe d'en déceler l'origine afin d'en choisir ensuite le(s) remède(s).

Nous envisageons deux hypothèses : celle du chômage (sous-emploi) keynésien, celle du chômage(sous-emploi) classique.

- ✓ Situation de sous-emploi keynésien : Dans cette situation, il y a chômage.

En effet, la demande de biens et services par les ménages est inférieure à la capacité de production des entreprises. Donc, celles-ci produisent moins qu'elles ne sont capables de produire, donc d'offrir étant donné la demande de biens et services.

La demande de travail (c'est à dire la demande de la force de travail) est ici déterminée par le niveau de

production des entreprises qui lui-même est déterminé par la demande de biens et services par les ménages.

Or les entreprises sont capables de produire plus.

Donc les solutions au problème du chômage pourraient passer par une relance de la demande de biens et de services.

Comment relancer la demande de biens et de services ? On

peut envisager :

- une politique de réduction des taxations.
- une politique d'augmentation des dépenses publiques,
- Une politique de réduction des taxations augmentera la consommation privée. Une politique d'augmentation des dépenses publiques augmentera la part des biens collectifs dans le produit national.

Mais attention : Ces politiques comportent des risques et des difficultés :

La relance de la consommation privée peut créer ou augmenter un déficit de commerce extérieur si la demande nouvelle créée grâce à l'augmentation du revenu disponible par ménage se porte sur des produits importés. Dans ce cas, la politique menée ne sert pas à créer des emplois dans le pays mais « sert à créer des emplois à l'extérieur ».

Une augmentation des dépenses publiques et une réduction des taxations sont des politiques difficiles à envisager si au départ le déficit des finances publiques est important.

✓ Situation de sous-emploi classique

Dans cette situation, il y a chômage mais la demande globale de biens et services est supérieure à ce que produisent et donc offrent les entreprises nationales.

Dans cette situation, il n'y a pas pénurie de biens et services lorsque nous sommes dans le cadre d'une économie ouverte. En effet, dans une économie ouverte, la demande excédentaire de biens et services entraîne un accroissement des importations. Ce qui peut entraîner un autre problème : la détérioration de la balance des échanges extérieurs.

Lorsqu'on découvre semblable situation, il importe de se demander pourquoi les producteurs ne cherchent pas à répondre à cette demande, du moins totalement.

Voici des réponses que l'on peut généralement donner.

- Les producteurs estiment, par exemple, qu'il n'est pas intéressant pour eux de produire parce que les prix qu'ils peuvent obtenir sur le marché sont peu avantageux.
- Les producteurs estiment, par exemple, que leur capacité de production n'est pas suffisante et qu'il n'est pas intéressant de l'augmenter car pour eux le coût de la main d'œuvre (et du capital) est trop élevé.

Il faut noter que cette situation de sous-emploi ne peut se rencontrer que dans le cas d'une économie ouverte où les entreprises sont soumises à une concurrence étrangère tant sur le marché national qu'à l'extérieur du pays. (Il faut se rappeler que notre pays vit dans le cadre d'une économie très ouverte vers

l'extérieur.)

Que peut-on faire pour lutter contre le sous-emploi classique ?

Dans le cas du chômage classique, il faut faire en sorte que les entreprises se décident à produire plus, faire en sorte qu'elles soient incitées, encouragées à produire davantage.

Au moins deux solutions sont envisageables :

- ✓ Solution 1 : Augmentation des prix de vente.

Souvenons-nous que si les producteurs estiment que les prix qu'ils peuvent obtenir sur le marché ne sont pas intéressants pour eux, ces prix ne les incitent pas à produire.

Cette solution est possible si l'État libéralise les prix. Mais ce genre de solution est difficilement envisageable si on est dans un contexte d'économie ouverte où la concurrence internationale est très forte.

- ✓ Solution 2 : Agir sur les coûts de production des entreprises.

L'État prendrait dans ce cas des mesures : a) qui limitent les coûts salariaux, donc les salaires, b) encouragent le placement de l'épargne dans les entreprises.

Ces dispositions a) et b) peuvent inciter les entreprises à produire davantage, d'abord en engageant du personnel supplémentaire, à moyen terme, en augmentant les capacités de production, en faisant des investissements si la demande se maintient à un niveau élevé.

Risques et difficultés de cette politique.

- Lorsque les entreprises se décident à investir pour augmenter leur production, elles peuvent faire des investissements très capitalistiques (investissements en robotique, en diverses machines peu utilisatrices de main d'œuvre ...). Cette décision va dépendre du rapport entre le coût du capital et le coût du travail. Si les entreprises estiment le coût du capital plus avantageux que le coût du travail, elles investiront en capital plutôt qu'en personnel. Dans ce cas, la politique choisie n'est pas favorable à l'emploi.
- Si une politique de réduction des coûts salariaux permet aux entreprises de diminuer leur prix de revient et peut - être leur prix de vente à l'exportation, cette politique risque à moyen terme de diminuer le pouvoir d'achat des nationaux tout en favorisant probablement les exportations (augmentation des exportations étant favorable à l'emploi).

Quels enseignements tirer ?

Comme on l'a vu, il importe de bien identifier le type de chômage qu'il faut combattre. En effet, les remèdes à envisager sont différents selon que l'on se trouve dans une situation de chômage keynésien ou dans une situation de chômage classique. Ainsi par exemple, une politique de réduction des salaires peut avoir des effets positifs en cas de sous-emploi classique mais des effets négatifs en cas sous-emploi keynésien.

Par ailleurs, nous avons vu que les politiques que l'on peut envisager ne sont pas sans risque. Des remèdes considérés comme bons au départ peuvent avec le temps avoir des effets pervers. Ainsi, si dans une situation de départ, le chômage est classique, l'application de remèdes classiques à ce chômage peut avec le temps

provoquer un chômage keynésien.

Le problème du diagnostic : le chômage est-il keynésien ou est-il classique? Lorsque dans la réalité on est confronté à cette question, il est souvent bien difficile d'y répondre. D'autant plus que dans des économies comme la nôtre, on peut souvent se demander si le chômage conjoncturel est totalement classique ou est totalement keynésien.

Ainsi entre 1974 et 1981, les études économiques sur la situation vécue en Belgique attestaient des symptômes de chômage classique et des symptômes de chômage keynésien. Comment dès lors lutter efficacement et en même temps contre ces deux formes de chômage ?

Grâce aux développements qui précèdent, on aura compris qu'il s'agit d'une tâche particulièrement délicate, compliquée à affronter.

Dans la réalité économique le chômage effectif peut résulter de ces deux cas de figure que sont le chômage keynésien et le chômage classique. Ces deux formes ne s'excluent pas l'une l'autre, elles peuvent interagir partiellement entre elles.

5.1.5 Chômage volontaire et involontaire

Le chômage volontaire est une conception souvent répandue dans l'opinion publique qui peut-être vraie au niveau de certains comportements individuels mais malheureusement trop souvent généralisée auprès d'une certaine opinion publique qui commet, dans ce cas, une grave erreur d'induction.

Le chômage au sens strict doit être considéré comme une exclusion involontaire du marché du travail (on peut en ce cas parler tout simplement de chômage involontaire).

Partant de l'observation de certains comportements, des économistes distinguent le chômage involontaire qui correspond à la définition stricto sensu ci-dessus et le chômage volontaire qui serait un chômage accepté par certaines personnes en vertu de « stratégies » qui leur sont propres. Ils distinguent plusieurs formes de chômage volontaire, notamment le chômage dit rationnel et le chômage dit de recherche ou de prospection.

✓ Le chômage rationnel

Certains individus feraient un rapport de prix entre le travail et l'inactivité. Le résultat de leur calcul les conduirait parfois à préférer le chômage au travail.

Dans ce rapport, ils confronteraient :

- L'utilité escomptée d'un travail (revenu, satisfaction que ce travail procure) et la désutilité (perte de temps, inconvénients divers...)
- Les avantages obtenus (rémunerations ...) et les coûts physiologiques et psychologiques (fatigue, le peu d'intérêt pour un travail réputé monotone ...) et monétaires (coût de déplacement, coût de la garde des enfants ...).

Il arrive que ces confrontations conduisent certains individus à constater que le revenu supplémentaire

apporté par le travail (surtout pour les tâches peu rémunérées et peu valorisantes ...) est nul ou extrêmement faible par rapport au revenu du "non travail" (allocation de chômage avec des frais évités comme déplacement, garde des enfants ...)

Dans ce cas, la décision de chômer serait considérée comme « rationnelle » par l'individu concerné. Certains commentateurs disent que cette notion expliquerait une partie du chômage féminin.

- ✓ Le chômage « dit » de recherche ou de prospection

Certains individus ont des exigences assez précises quant au salaire qu'ils souhaitent obtenir, quant à la nature du travail qu'il recherche, quant au lieu du travail désiré.

Si un emploi disponible ne présente pas les caractéristiques qu'ils souhaitent, ils poursuivent leur recherche, à moins qu'un fait nouveau ne les contraigne à revoir leurs prétentions...

Les jeunes, les femmes et l'indemnisation du chômage sont souvent mis en cause dans l'explication du chômage dit de recherche ; Dans ces cas, on suppose qu'au sein du ménage, au moins une personne bénéficie d'un salaire ; ce qui permet à un autre de la famille de se consacrer à une recherche d'emploi plus longue. On considère aussi, dans ces cas, que les allocations de chômage perçues dans ces ménages « en plus d'un salaire » permettent de mieux supporter le coût de la recherche du travail souhaité...

La multiplication d'observations de comportements semblables à ceux décrits ci-dessus confirme la thèse selon laquelle certains chômeurs pourraient être des chômeurs volontaires.

N.B. Ce qui serait grave, ce serait de généraliser cette explication comme le fait malheureusement encore parfois une certaine opinion. Il serait particulièrement dangereux que la généralisation de cette opinion serve d'argument systématique à l'encontre de l'indemnisation du chômage.

CHAPITRE 4 : LES POLITIQUES ECONOMIQUES

La politique économique est l'ensemble des mesures, prises par les autorités publiques, destinées à atteindre (par la mise en place des instruments appropriés) des objectifs en matière économique et sociale.

1. MISSIONS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'analyse économique distingue traditionnellement trois principales missions de la politique économique :

- Mission de régulation de l'activité économique (assurer le bon fonctionnement de l'activité économique). La régulation économique est faite grâce aux politiques de stabilisation appelées aussi politiques conjoncturelles ;
- Mission de réallocation des ressources ;
- Redistribution du revenu national.

Les principaux objectifs définis par les autorités politiques sont:

- ✓ la croissance économique (expansion économique) mesurée par le produit intérieur brut et le produit national brut ;
- ✓ la recherche du plein emploi (actuellement on parle de niveau élevé d'emploi ou de politique de lutte contre le chômage) ;
- ✓ la stabilité des prix (appelée aussi politique de lutte contre l'inflation) ;
- ✓ L'équilibre des comptes extérieurs (ou équilibre des opérations commerciales avec l'étranger).

A ces objectifs couramment cités, il faut ajouter celui d'équilibre budgétaire et celui de la réduction de la dette publique.

Tous ces objectifs ne peuvent être réalisés simultanément. Les autorités politiques doivent faire des choix. Dans les pays démocratiques, le choix des priorités relève du débat politique. Le choix peut porter sur :

- ✓ la relance de la demande (il s'agit concrètement de la relance de la demande des ménages), d'inspiration keynésienne.
- ✓ L'accroissement de l'offre (offre des entreprises), d'inspiration libérale. Ce choix privilégie la stabilité des prix et le redressement de la rentabilité du capital, via une réduction des coûts de production.
Pour atteindre les objectifs ci-haut cités, les autorités politiques mettent en place différentes politiques (on parle aussi d'instruments) nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par les autorités politiques.

Les instruments couramment utilisés sont :

- la politique budgétaire,
- la politique monétaire,
- la politique du change.

A ces politiques s'ajoutent parfois celles des prix et des revenus.

2. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

L'activité économique n'est pas un long fleuve tranquille. Elle s'emballe à certains moments et stagne à d'autres. La théorie keynésienne a montré que les gouvernements pouvaient endiguer les crues et décrues de l'activité économique au moyen des instruments budgétaires (c'est-à-dire les dépenses publiques, les recettes fiscales, etc.).

2.1. LES RECETTES DES POUVOIRS PUBLICS

Les recettes ordinaires des pouvoirs publics proviennent essentiellement de trois sources :

- la fiscalité (impôts et taxes : IPP, ISOC, TVA, ...);
- la parafiscalité (cotisations de sécurité sociale);
- les recettes non-fiscales et non parafiscales (loyers, intérêts, dividendes, ...).

Certaines recettes sont qualifiées d'« extraordinaire » (on dit souvent « one shot ») : ventes d'immeubles, de participation dans des entreprises, avec les plus-values pouvant en résulter ...

2.2 LES DEPENSES DES POUVOIRS PUBLICS

Les dépenses publiques peuvent faire l'objet d'une classification en trois catégories :

- ✓ les dépenses courantes (personnel, frais généraux, ...);
- ✓ les dépenses de transfert, soit en « nature » (les services publics « gratuits », comme l'enseignement), soit en numéraire (allocations diverses, retraites, ...);
- ✓ les dépenses d'investissement.

2.3 LE FONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Supposons que l'économie entre dans une phase de ralentissement de la croissance économique. Les autorités politiques peuvent stimuler la croissance en augmentant les dépenses publiques ou en réduisant les impôts ou en augmentant les allocations sociales.

2.3.1 Accroissement des dépenses publiques

Diagnostiquant le ralentissement comme une insuffisance de la demande (faiblesse des dépenses des ménages), l'analyse keynésienne préconise de compenser la faiblesse des dépenses privées (consommation et investissement) par un accroissement des dépenses publiques.

Ainsi les ménages pourront accroître leur demande auprès des entreprises et celles-ci pourront augmenter leur production. Le mécanisme de relance enclenché par cette mesure (ce qu'on appelle le mécanisme du multiplicateur) fonctionne sur le principe selon lequel toute dépense est un revenu.

Ainsi par exemple, passer commande pour un milliard de travaux publics, c'est un moyen accroître la production intérieure, mais c'est aussi distribuer des revenus supplémentaires.

Ces revenus supplémentaires vont nourrir une demande de consommation qui sera satisfaite par une augmentation de la production (par les entreprises) pour laquelle de nouveaux revenus seront distribués, et ainsi de suite. L'accroissement des dépenses publiques enclenche ainsi un processus cumulatif par lequel « se multiplie » chaque euro supplémentaire injecté dans le circuit économique.

Quand l'Etat accroît ses dépenses sans augmenter ses recettes (ou réduit ses recettes sans réduire ses dépenses), un déficit apparaît qu'il faut financer.

Le problème essentiel lié au financement par emprunt des déficits budgétaires réside toutefois dans son effet cumulatif sur la dette publique. Elle tend à s'auto-alimenter : s'il ne parvient pas à dégager des recettes nécessaires, l'État est contraint d'emprunter encore une fois pour faire face au service de la dette. Cet effet « boule de neige » peut rendre la dette publique « insoutenable ».

Toutefois, tant que le taux de croissance du PIB excède le taux d'intérêt réel des emprunts publics, l'effet « boule de neige » n'existe pas.

2.3.2 Diminution des impôts

La stimulation de la croissance peut également être donnée par une diminution des impôts ou une augmentation des transferts sociaux, mais l'effet multiplicateur est dans ce cas moins puissant car une partie du revenu supplémentaire est épargné.

Ainsi, la hausse des dépenses publiques provoque une augmentation équivalente du revenu distribué ce qui peut augmenter la demande auprès des entreprises.

Les réductions d'impôts ont seulement un effet sur le revenu déjà disponible dont une partie sera épargnée.

2.4 LES CONDITIONS D'EFFICACITE DE LA POLITIQUE BUDGETAIRE

Pour que le multiplicateur fonctionne, il faut que la production puisse augmenter de manière à satisfaire l'augmentation de la demande. Il doit donc exister des capacités de production (des entreprises) rentables jusque-là non utilisées faute de débouchés. Sinon, la stimulation de la demande est inflationniste. Le déficit budgétaire pèse alors sur la croissance en nourrissant l'inflation.

2.5 LE PROBLEME DE CHOIX ENTRE INFLATION ET CHOMAGE

La relance de la demande intérieure exerce une pression à la hausse des prix (inflation). Cet effet dépend de l'élasticité de l'offre (c'est-à-dire la capacité des entreprises à répondre rapidement à la demande par une production supplémentaire).

Plus l'offre des entreprises est élastique à court terme, moins il y a d'inflation ; plus l'offre est rigide, plus les pressions de la demande entraînent les prix à la hausse. La politique économique se trouve ainsi confrontée à un dilemme « inflation-chômage ».

La relance permet ici de réduire le chômage mais provoque l'inflation due à une demande excédentaire de biens (grâce aux revenus qui ont augmenté, les ménages demandent des biens et services auprès des entreprises. Selon la loi de l'offre et de la demande, si la demande augmente sans pouvoir la satisfaire, les entreprises augmentent les prix). Un freinage de l'activité et de la demande permettrait de limiter l'inflation mais agraverait le chômage.

2.6 DEFICIT PUBLIC ET DETTE PUBLIQUE

Il ne faut pas confondre déficit public et dette publique. La notion de déficit public désigne souvent le déficit budgétaire, c'est à dire que les dépenses publiques sont supérieures aux recettes publiques. Le déficit public est obtenu en deux étapes :

- le solde primaire, différence entre les recettes et les dépenses hors charges d'intérêts ;
- solde duquel on soustrait les intérêts de la dette publique.

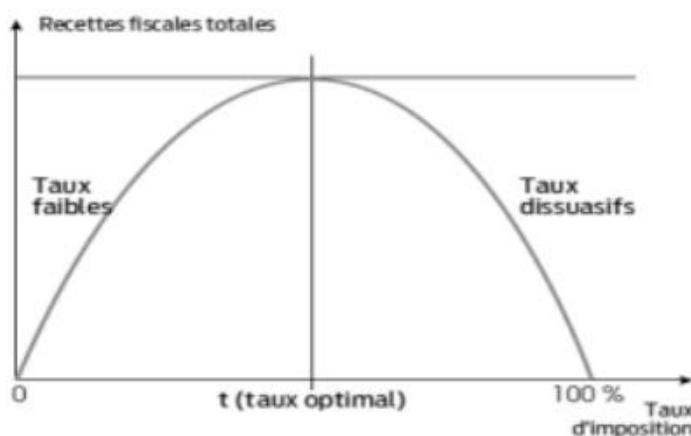
La dette publique désigne l'ensemble des emprunts publics, c'est-à-dire les dettes de toutes les administrations publiques. La charge de la dette, c'est tous les intérêts auxquels doit faire face chaque année l'Etat. On désigne alors par déficit primaire le déficit budgétaire avant paiement des intérêts de la dette en cours.

Problème : la dette publique créée aujourd'hui constitue une charge pour les générations futures, qui devront rembourser au détriment de leurs propres besoins.

La tendance actuelle est que les Etats doivent viser un solde primaire positif, de façon à dégager des moyens pour limiter le recours à l'emprunt et faire baisser la dette publique. Ce solde est particulièrement sensible à l'évolution conjoncturelle. En effet, lorsque l'activité économique ralentit :

- les recettes fiscales et parafiscales diminuent : les salaires stagnent, il y a moins d'emplois, les bénéfices des sociétés diminuent ; le rendement de l'impôt sur les revenus est moindre, et les caisses de la sécurité sociale se remplissent moins rapidement ;
- à l'inverse, certaines dépenses augmentent, notamment les allocations de chômage.

Remarque : Courbe de Laffer



La courbe de Laffer (du nom de l'économiste américain Arthur Laffer) tend à démontrer que l'accroissement des taux d'imposition se traduit, au-delà d'un certain seuil, par un amoindrissement des recettes fiscales. Pour un taux d'imposition de 0 %, les recettes fiscales sont nulles.

Si l'Etat dépense et investit beaucoup, l'équilibre des budgets publics nécessite une pression fiscale accrue. Inévitablement, cette pression pèse sur les agents économiques : les entreprises hésitent à investir, et pour les plus grandes, à s'installer dans le pays ; les ménages voient leur revenu disponible diminuer. Les agents mettent en œuvre « trucs et astuces fiscales » (légales ou pas) pour éluder l'impôt : ingénierie fiscale, fuite de l'épargne, travail au noir, ...

2.7 CONTRAINTES EUROPEENNES

Lorsque les Etats membres de l'Europe ont décidé en 1992 de se lancer dans l'aventure de la monnaie à l'horizon 2000, le Traité fondateur a prévu une série de critères dits « de convergence » à atteindre pour faire partie du club. Parmi ces critères, deux concernaient les finances publiques : le déficit public ne peut excéder 3% du PIB, et la dette publique 60%. Au moment du passage à l'Euro, les pays qui se trouvaient au-dessus de ces normes devaient avoir fait la preuve qu'ils étaient sur le chemin de la rédemption... Ce fut le cas de la Belgique.

Ces contraintes ont été depuis lors confirmées par différents Traités, dont le Pacte de stabilité et de croissance. Concrètement, les dérapages budgétaires sont prohibés, l'équilibre de finances publiques est la règle (max 0,5% du PIB hors conjoncture), les Etats doivent prendre les mesures nécessaires, sous peine de sanctions. Commentez de façon argumentée la proposition suivante : « Supprimons totalement les impôts sur les salaires ainsi que les cotisations personnelles et patronales ; ainsi, les salariés gagneraient 2,5 fois plus que ce qu'ils gagnent aujourd'hui en net (en vous référant au tableau de la page suivante).

Recettes, dépenses, solde de financement des pouvoirs publics belges en 2018

RECETTES		DEPENSES	
ensemble des recettes publiques : 232,4 Mds	prélèvements publics (recettes fiscales et parafiscales) : 200,6 Mds		
		recettes fiscales : 138,3 Mds	rémunérations : 55,1 Mds
		IPP : 49,6 Mds	coût de production des services publics : 83,7 Mds
		Isoc : 19,8 Mds	achats courants de b & s : 10,5
		impôts sur les b et s : 50,3 Mds	investissements : 10,5
		autres* : 18,6	transferts divers *** : 28,0 Mds
	cotisations sociales 62,1 Mds	cotisations sociales 62,1 Mds	transferts divers *** : 28,0 Mds
	recettes autres que des prélèvements ** : 31,8 Mds	recettes autres que des prélèvements ** : 31,8 Mds	intérêts : 10,2 Mds
	déficit : 3,0 Mds	recettes autres que des prélèvements ** : 31,8 Mds	intérêts : 10,2 Mds
			pensions : 47,5 Mds
			soins de santé : 31,1 Mds
			dépenses de protection sociale : 113,5 Mds
			autres prestations sociales **** : 34,8 Mds

(*) Prélèvements sur les autres revenus et le capital : précompte immobilier, droits de succession, droits d'enregistrement...

(**) Recettes NON fiscales et NON parafiscales : revenus de la propriété des PP (intérêts, dividendes, loyers), recettes sur ventes de biens et services, ventes de biens immobiliers et de participations, subventions en provenance du reste du Monde (ex : U.E.)...

(***) Subventions et subsides aux ménages et entreprises, contributions à des organismes internationaux comme l'U.E., aides au développement,...

(****) Allocations familiales, allocations de chômage, indemnités de maladie-invalidité,

3. LES POLITIQUES MONÉTAIRE ET DU CHANGE

3.1 LA POLITIQUE MONETAIRE

La banque centrale a en charge de prêter de l'argent aux banques, qui doivent garder de la monnaie centrale pour faire face aux demandes d'argent liquide de leurs clients et pour équilibrer leurs relations avec les autres banques.

Cette monnaie centrale peut être obtenue de deux façons : par un emprunt auprès de la banque centrale ou bien en l'achetant auprès des autres banques. Dans les deux cas, la monnaie centrale est obtenue contre un taux d'intérêt. La banque centrale a la capacité de déterminer ou d'influer sur ces taux par le moyen de ce que l'on appelle les taux d'intérêt directeurs.

L'action sur ces taux directeurs est un instrument central de la politique monétaire. En baissant ces taux, la banque centrale rend plus facile le crédit et donc la création monétaire. Inversement, en les augmentant, elle rend plus difficile le crédit et réduit donc la création monétaire.

La banque centrale peut aussi imposer aux banques certaines règles qui limitent la création monétaire, telles que les réserves obligatoires : les banques sont obligées de détenir en réserve certaines sommes sous forme d'argent liquide.

L'action de la banque centrale sur la quantité de monnaie en circulation a des effets sur l'activité économique et sur les prix. On parle alors de politique monétaire. En facilitant le crédit, la banque centrale fait une politique monétaire expansionniste, qui peut accélérer la croissance, augmenter l'investissement, diminuer le chômage, mais aussi accélérer l'inflation. À l'inverse, en augmentant les taux d'intérêt, la banque centrale peut lutter efficacement contre une inflation trop forte, mais risque de ralentir la croissance économique, de réduire l'investissement et de creuser le chômage, par une politique monétaire restrictive.

Toutes les banques centrales n'ont pas les mêmes objectifs. L'objectif principal de la politique monétaire dans la zone euro est la stabilité des prix. Quand cette stabilité n'est pas remise en cause, il est possible de chercher à soutenir l'activité. La banque centrale américaine (Réserve fédérale ou Fed), elle, ne fixe pas de priorité entre la stabilité des prix et le soutien à l'activité.

Pour sortir de la crise économique, après 2008, des politiques monétaires expansionnistes de grande ampleur ont été menées. Elles ont rencontré un certain succès, mais ont vite rencontré leurs limites, ce qui a conduit à la mise en place de politiques monétaires non conventionnelles.

3.2 LA POLITIQUE DE CHANGE

La politique de change désigne l'ensemble des actions des pouvoirs publics visant à maintenir ou à modifier le taux de change de la monnaie nationale selon les objectifs recherchés.

Ainsi, une dévaluation permet de rétablir l'équilibre commercial (les importations diminuent car pour payer

l'exportateur étranger il faudra débloquer beaucoup plus de monnaie locale que ce qu'on débloquait avant la dévaluation).

En d'autres termes, pour un même montant (ex : 1.000€) on aura moins que ce qu'on pouvait avoir avec ce montant avant la dévaluation. Une appréciation de la monnaie permet de lutter contre l'inflation. Ainsi, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar signifie qu'un euro s'échangera contre beaucoup plus de dollars que ce qu'il valait avant l'appréciation. Un acheteur belge débloquera moins d'euros pour avoir des produits étrangers payés en dollars.

Donc, par l'appréciation de la monnaie locale, les produits importés coûtent moins cher que les produits locaux. Pour s'aligner sur les prix des produits importés, les entreprises locales tendent plutôt à baisser les prix au lieu de les augmenter.

Exemple :

Supposons qu'en date du 15 Février 2020 un euro s'échange contre un dollar.

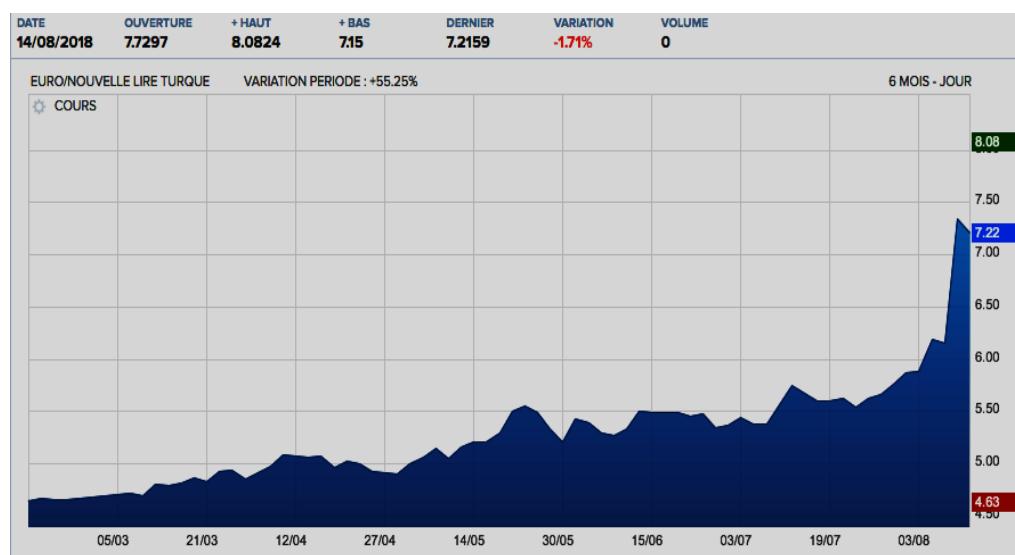
Un acheteur belge qui achète des appareils électroménagers aux USA d'une valeur de 1.000 dollars payera 1.000 euros. Si l'euro s'apprécie par rapport au dollar, pour avoir 1€ il faudra donner plus que 1\$.

Supposons qu'après appréciation de l'euro celle-ci s'échange contre 1,3\$, l'acheteur belge qui doit payer 1000 dollars pour ses appareils électroménagers débloquera ($1000/1,3$) euros c'est à dire 769€. Donc, l'appréciation de l'euro a permis à l'importateur belge de payer moins cher les produits importés (par rapport à leurs prix avant appréciation). Pour vendre le même produit, l'entreprise belge (ou une entreprise d'un autre pays de la zone euro) fabriquant le même matériel électroménager doit baisser ses prix pour s'aligner aux prix importés.

Exercice 1 :

Le graphique suivant vous permet de vous permet de consulter l'historique des taux de la paire de devises EUR/TRY.

Que pouvez-vous dire concernant l'évolution de l'euro face à la livre turque. Quelles seront les conséquences pour les touristes se rendant en Turquie?



Exercice 2 :

Le 20 août 2018, un belge effectue une réservation pour une nuit dans un hôtel de Tokyo. La chambre lui sera facturée 15.500 YEN (JPY). Le client ne payera que lors de son séjour sur place, un an plus tard.

Entre le 20/08/18 et le 20/08/19, le cours de change a évidemment varié :

Le cours de change EUR/JPY le 20/08/18: 128,4310

Le cours de change EUR/JPY le 20/08/19: 125,8465

Quelle monnaie s'est appréciée ?

Le client belge a-t-il réalisé une bonne opération en retardant son paiement ?

Que lui coutera la chambre en euro ?

CHAPITRE 5 : LE COMMERCE INTERNATIONAL

1. L'ENVIRONNEMENT DES ÉCHANGES

Le 19^e siècle et la 1^{ère} moitié du 20^e siècle ont vu la croissance économique bénéficier du développement du commerce international.

Le 19^e siècle au sens des historiens prend fin en 1914. Au cours de cette période, les échanges commerciaux par tête ont augmenté à un rythme très supérieur à celui de la production mondiale.

Entre 1800 et 1913, le commerce international par tête est multiplié par 25 alors que la production mondiale ne l'est que par 2,2.

Au départ, le commerce international est entre les mains des pays d'Europe occidentale, principalement l'Allemagne, le Royaume Uni et la France.

Le tableau ci-dessous qui montre les taux d'exportation (rapport entre la valeur des exportations et le PNB) fournit une indication de l'ouverture de ces pays, voire même de tous les pays européens, aux échanges extérieurs.

Taux d'exportations pour quelques pays européens entre 1830 et 1910 en % du PNB

	1830	1850	1870	1890	1910
Allemagne	-	-	17,2	13,5	14,6
France	-	7,4	11,5	13,8	15,3
Royaume Uni	7,8	11,4	17,6	16,3	17,5
Europe	4,4	7,0	10,9	12,6	13,2

Comme on peut donc le lire sur le précédent tableau, le Royaume Uni domine largement les échanges.

Mais le tableau ci-après révèle que ce caractère dominant du Royaume Uni est remis en cause à la fin du 19^e siècle avec l'apparition de nouveaux pays échangistes (notamment le Japon et les États Unis d'Amérique) qui ont vu leur part dans le commerce international augmenter substantiellement.

Part des grandes puissances dans le commerce international entre 1850 1913 (en pourcentage)

	Royaume Uni	Etats-Unis	France	Japon	Allemagne
1850	18,0	5,5	6,2	-	-
1913	17,6	10,3	7,7	1,8	12,5

L'apparition du Japon et des États-Unis comme puissances commerçantes n'empêche pas l'Europe de dominer très nettement le commerce mondial. En effet, pour 1913, le commerce intra-européen représente 40% des importations mondiales et les importations européennes (en provenance d'autres régions) représentent 22% des importations mondiales. Les 40% du commerce mondial correspondant aux échanges intra-européens s'effectuent entre les pays dont les niveaux de développement sont proches, et pour la plupart il s'agit des pays qui ont des colonies.

Le commerce international est composé de produits industriels (venus essentiellement d'Europe) et des produits primaires. Les recherches à ce sujet ont montré que, pendant cette période et selon les années, les exportations européennes sont composées de produits manufacturés pour 55% à 65% du total, alors que les importations comportent 80% à 90% de produits primaires (agricoles et minières).

Entre 1913 et 1980, le commerce international traverse deux périodes contrastées. Dans l'entre-deux guerres, la crise économique de 1929 et les politiques économiques qui l'accompagnent ralentissent l'expansion économique. Ainsi, le commerce ne croît que de 3% entre 1913 et 1937. Après la seconde guerre mondiale, les taux de croissance sont supérieurs à ceux de la production : environ 6% par an entre 1948 et 1960 ; 8,8% par an entre 1960 et 1973 et 4% par an entre 1973 et 1980

A la veille de la 1^{ère} guerre mondiale, les USA et le Canada exportent environ 1/20ème de leur production industrielle, la France : 1/4 ; l'Allemagne : près de 1/3 ; le Japon : 2/5 ; la Grande Bretagne : 4/9 de sa production industrielle.

Depuis les années 1970, un groupe de pays en développement joue un rôle important dans le commerce mondial. Il s'agit des pays appelés « Nouveaux pays industrialisés (NPI) »

Ces pays se caractérisent par :

- Un rôle croissant dans les exportations mondiales de produits manufacturés ;
- Un rythme important d'industrialisation et d'augmentation de la production nationale ;
- Une stratégie de promotion des exportations.

Une 1^{ère} vague des NPI est dominée par 4 pays d'Asie du sud-est : Hong Kong, Corée du sud, Singapour et Taiwan ; ainsi que par 2 pays d'Amérique latine, à savoir le Brésil et le Mexique. Un second groupe surgi au cours des années 80 est composé d'autres pays asiatiques dont la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie,... Tous

ces pays exportent des produits manufacturés fabriqués grâce à une main-d'œuvre bon marché. Entre 1963 et 1997 la part des produits agricoles dans les échanges mondiaux a chuté de plus de la moitié passant de 29% à 11%, alors que celle des produits manufacturés est passée de 52% à 73%. Actuellement, les « services » représentent une partie importante de la valeur des échanges mondiaux et croissent beaucoup plus rapidement que ceux-ci.

2. FACTEURS EXPLIQUANT LES ÉCHANGES

Les échanges s'expliquent en partie par des spécialisations différentes. Plusieurs théories ont été développées à ce sujet :

Le libre-échange : théorie économique selon laquelle les biens économiques doivent circuler librement entre les nations ; elle préconise donc la suppression de toute entrave aux échanges.

2.1 LA THÉORIE DE L'AVANTAGE ABSOLU (ADAM SMITH)

La division internationale du travail

La maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui lui coûtera moins cher à acheter qu'à faire. Le tailleur ne cherche pas à faire ses souliers, mais il les achète au cordonnier ...

Ce qui est prudence dans la conduite de chaque famille en particulier ne peut guère être folie dans celle d'un grand royaume. Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à un meilleur marché que nous ne sommes en état de le faire nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantage.

A. Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), trad. française, Gallimard.

Supposons que dans un pays A, 1 heure de travail permette de fabriquer 40 mètres de drap ou 30 litres de vin ; dans un pays B, avec 1 heure de travail, on peut obtenir 10 mètres de drap ou 60 litres de vin.

1. Ces pays ont-ils intérêt à se spécialiser dans une production particulière ? Explique.
2. Le commerce entre ces deux pays peut-il être avantageux pour chacun d'entre eux ? Explique.
3. Quelle conclusion peut-on déduire de cet exemple ?

2.2 LA THÉORIE DE LA SPÉCIALISATION BASÉE SUR LES AVANTAGES COMPARATIFS (PAR DAVID RICARDO)

La théorie des avantages comparatifs

Qu'en est-il des pays qui n'ont pas d'avantages absolus ? D. Ricardo (1772-1823) a, dès le début du XIX^e siècle, apporté une réponse à cette interrogation avec sa célèbre théorie des coûts comparatifs ou avantages comparatifs : tous les pays ont intérêt à commercer à condition que chacun d'eux se spécialise dans les productions pour lesquelles sa supériorité est la plus grande ou son infériorité la moins grande. Une illustration de ce phénomène a été donnée par la suite par la comparaison suivante : un avocat ayant une importante clientèle et qui serait encore plus expert que sa secrétaire dans le maniement du traitement de textes, aurait tout de même intérêt à laisser à celle-ci le soin de dactylographier son courrier et ses dossiers, afin de disposer de davantage de temps pour se consacrer aux affaires qui lui sont confiées ; c'est en effet là que son avantage comparatif est, indéniablement, le plus grand.

Selon D. Ricardo, le commerce international et la spécialisation internationale qu'il permet sont bénéfiques pour tous les pays coéchangistes. Ils accroissent leur efficacité productive et élèvent leur niveau de bien-être. D'où l'intérêt de supprimer les obstacles aux échanges internationaux.

A. Euzéby, *Introduction à l'économie politique*, PUG.

Ricardo raisonne sur deux pays « la Grande-Bretagne et le Portugal » et sur deux produits (le vin et les draps). Il démontre que l'échange international permet de réaliser des gains grâce à l'existence d'avantages comparatifs,

Dans son exemple, le Portugal est plus productif que la Grande-Bretagne dans la production de vin et de drap.

	Portugal	Angleterre
Vin (x bouteilles)	80 heures de travail	120 heures de travail
Drap (y mètres)	90 heures de travail	100 heures de travail

Hypothèse retenue : x bouteilles de vin s'échangent normalement contre y mètres de drap.

Pour avoir y mètres de drap, le Portugal va consacrer seulement 80 heures (le temps de produire x bouteilles de vin qu'il va échanger avec l'Angleterre) au lieu de 90 heures qu'il consacrerait à avoir ces draps s'il se décidait à les produire lui-même.

Pour avoir x bouteilles de vin, l'Angleterre va consacrer seulement 100 heures de travail (le temps de produire y mètres de drap qu'elle va échanger contre x bouteilles de vin) au lieu de 120 heures s'elle se décidait de produire du vin lui – même.

Le fait que le Portugal ait un avantage comparatif sur la Grande-Bretagne dans la production de vin et que la Grande Bretagne a un avantage comparatif sur le Portugal dans la production des draps justifie une division du travail entre les deux pays : le Portugal se spécialise dans le vin et la Grande-Bretagne dans le drap.

Supposons que dans un pays A, 1 heure de travail permette de fabriquer 40 mètres de drap ou 30 litres de vin et imaginons maintenant pour le pays B qu'1 heure de travail permet d'obtenir 10 mètres de drap ou 20 litres de vin.

1. Le pays A doit-il commercer avec le pays B :

- a. Selon la théorie d'Adam Smith
- b. Selon la théorie de Ricardo

Explique.

2. Le commerce entre ces deux pays peut-il être avantageux pour chacun d'entre eux ? Pourquoi ?

Remarque : les conséquences de la désindustrialisation, la spécialisation britannique au 19^e siècle

Conformément à la théorie ricardienne, l'Inde se désindustrialise en « contrepartie » de l'industrialisation anglaise. L'Inde qui était exportateur net de produits textiles au début du 19^e siècle (les « indiennes » étaient des soieries très recherchées, et l'artisanat local très développé) voit sa base industrielle

totalemen détruite. À la fin du siècle trois quarts de la consommation textile indienne seront importés.

Alors que, au début du 19^e siècle, l'Inde était le grenier de l'Asie (grand producteur de blé et d'autres cultures vivrières), elle ne pourra pas exporter sa production vivrière vers l'Angleterre car les anglais préféreront acheter ces produits aux Américains (au moins jusqu'à la guerre de Sécession).

Quels sont donc les produits pour lesquels l'Inde jouit elle-même du meilleur avantage comparatif? Pas le blé ou les autres cultures vivrières dont dépend pourtant l'alimentation locale. L'Inde va se spécialiser et «être meilleure » dans l'exportation de produits tropicaux : le coton, le jute, l'indigo. Ces produits ne garantissent plus son alimentation, et le pays doit par conséquent importer son alimentation de base.

Il ne faut pas attendre longtemps pour que les famines ne viennent sanctionner cette spécialisation : à chaque fois en effet que la conjoncture mondiale sera défavorable, l'Inde ne pourra pas payer ses importations de produits alimentaires, et la famine s'ensuivra.

2.3 AUTRES FACTEURS QUI EXPLIQUENT LES ÉCHANGES

Les progrès des moyens de communication et l'abaissement des coûts de transport, notamment le développement de porte-containers géants et standardisés ont joué un rôle important dans la mise en place de la globalisation. Les technologies de l'information et de la communication ont favorisé aussi les mouvements de capitaux accompagnants ainsi la globalisation financière.

Le développement des accords commerciaux multilatéraux mis en place après la seconde guerre mondiale au sein du G.A.T.T. a été un deuxième facteur essentiel de cette globalisation. L'objectif de ces accords a été de diminuer progressivement les droits de douane, d'interdire les quotas tout en favorisant le multilatéralisme par la clause de la nation la plus favorisée ; selon cette clause, un avantage accordé à un pays ne peut être refusé à un autre pays partenaire. En 1994 le GATT est remplacé par l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C), instance qui devient permanente et à laquelle 164 pays adhèrent en 2016.

L'introduction de la différenciation du produit permet, quant à elle, d'expliquer le commerce intra-branche, c'est-à-dire l'existence simultanée d'importations et d'exportations d'un même bien : les consommateurs ont un goût pour la variété qui est accru par les productions étrangères, les échanges internationaux portant sur des variétés différentes du bien.

3. LES AVANTAGES PROCURÉS PAR L'ÉCHANGE

L'échange entre pays s'explique également par les avantages que les pays échangistes retirent des opérations du commerce international.

En effet, l'échange apporte trois types d'avantages :

- Un effet de dimension : grâce à la spécialisation et à l'ouverture d'un marché mondial, chaque nation peut produire plus et plus efficacement. Les entreprises peuvent donc bénéficier d'économies d'échelle et d'effet d'apprentissage, qui améliorent la productivité et font baisser les coûts unitaires de production. Elles gagnent donc en compétitivité. Les producteurs peuvent trouver des débouchés supplémentaires, se procurer à moindre coût les biens dont ils ont besoin pour produire.
- Un effet de diversification : grâce aux importations, les consommateurs, mais également les entreprises, ont à leur disposition une plus large diversité de produits pour satisfaire leurs besoins, que ce soit en termes de biens et services de consommation ou de biens de production. L'ouverture permet des transferts de technologie (acquisition de brevets, achats de produits de haute technologie...). Ces transferts de technologies se mettent d'autant plus en place que la concurrence accrue oblige les firmes à innover.
- Un effet de concurrence : le commerce international et le libre-échange permettent l'entrée de nouvelles entreprises sur des marchés qui sont largement oligopolistiques (donc pas optimaux du point de vue du consommateur, du fait d'une concurrence pas assez intense). La situation de marché se rapproche alors de la Concurrence Pure et Parfaite, ce qui est favorable aux consommateurs (baisse des prix et amélioration de la qualité) et à l'économie toute entière (incitation à investir, à innover pour améliorer la compétitivité hors prix).

4. LE PROTECTIONNISME

Le protectionnisme : théorie économique selon laquelle le marché national doit être protégé. C'est aussi une politique économique visant à limiter, voire interdire l'entrée de produits étrangers grâce à différents instruments.
Le protectionnisme est une politique économique selon laquelle l'État ou un groupe d'États (Ex : Union européenne) interviennent dans l'économie pour protéger leurs entreprises et aider leurs produits.

Une politique d'indépendance peut conduire dans certains cas à appliquer des mesures visant à protéger les industries stratégiques.

Le protectionnisme peut recourir à plusieurs mesures, qui peuvent être distinguées entre mesures tarifaires et mesures non tarifaires :

- Protectionnisme tarifaire : droits de douane pour les produits qui entrent sur le territoire.
Imposer des droits de douane consiste à taxer les produits importés afin d'augmenter leur prix, et ainsi de diminuer la quantité achetée par les consommateurs.
- Protectionnisme non-tarifaire:
 - des crédits et subventions à l'exportation accordées aux entreprises nationales ;
 - les normes techniques (sécurité) et industrielles ou labels, officiellement destinées à garantir la qualité des fabrications et la sécurité des utilisateurs (les consommateurs);

- les normes sanitaires, surtout pour les produits agricoles, le bétail (porc, volaille, etc.) ;
- l'exclusion des entreprises étrangères des marchés publics (les commandes publiques sont ouvertement ou non réservées à des fournisseurs nationaux) ;
- les tracasseries administratives ayant pour objectifs de décourager les importations.

Le libre-échange favorise l'augmentation des inégalités entre pays. L'existence d'un gain à l'échange peut s'accompagner d'une répartition inégalitaire de ce gain. Les différences entre pays, qui expliquent leurs spécialisations, peuvent être le fruit des hasards de l'histoire ou de la géographie, ou encore de politiques volontaristes antérieures visant à modifier leurs avantages comparatifs. Les pays qui arrivent plus tard dans le libre-échange sont moins performants. Il est alors justifié de mettre en place des politiques visant à améliorer la production nationale en protégeant les industries naissantes. Le pays peut profiter ainsi d'une protection qui lui permet de se spécialiser dans des produits dont il est plus facile d'extraire une valeur ajoutée plus importante, notamment dans les productions dont la technologie est plus développée. A l'abri du libre-échange, il est plus facile de se préparer à la concurrence internationale. Le protectionnisme éducateur ne consiste pas à mettre des barrières douanières sur l'ensemble des importations mais à laisser entrer librement certains produits, tout en protégeant fortement une ou plusieurs activités. Il s'agit d'un protectionnisme qui se veut temporaire.

Il est aussi important de pouvoir protéger les industries en déclin ou non compétitives. Les productions locales, confrontées à la concurrence internationale, en disparaissant entraînent des coûts sociaux importants liés au chômage et aux inégalités en cascade que ce dernier entraîne. Plus les disparitions d'activité sont brutales, plus les restructurations micro-économiques qui en résultent risquent d'entraîner une forte récession macro-économique et des destructions d'emplois. Un pays peut pratiquer ce protectionnisme parce qu'il refuse l'abandon de certaines activités pour des raisons variées, stratégiques (défense) ou culturelles (appellation d'origine contrôlée en France par exemple A.O.C.).

La concurrence des produits des pays à bas salaires est souvent accusée dans les pays riches de faire pression à la baisse sur les salaires, spécialement pour la main d'œuvre peu qualifiée. Le protectionnisme peut d'autant plus être justifié que certains pays pratiquent diverses formes de dumping (social, fiscal ou environnemental).

Exercice 1 :

Production / heure	France	E.U.
Qté de blé	1	4
Qté de tissu	1	2

1. Les EU ont l'avantage absolu dans
2. Les EU ont l'avantage relatif le plus grand

➔ avantage comparatif

3. La France a le désavantage relatif le moins grand

➔ avantage comparatif dans

4. France : rapport d'échange national de
EU : rapport d'échange national de

5. Si on prend le rapport d'échange international

Exemple :

- La France produit et l'échange aux EU alors que chez elle, elle n'avait que
➔ gain de
- Les EU produisent et l'échangent en France alors que chez eux, ils devaient donner
➔ gain de

Exercice 2:

Nbre d'unités / heure	Belgique	France
Bouteilles de vin	5	15
Barres de chocolat	10	20

1. La France a l'avantage absolu
2. La France a l'avantage relatif le plus grand

→ avantage comparatif

3. La Belgique a le désavantage relatif le moins grand dans

→ avantage comparatif dans

Exemple :

La Belgique produit contre alors que chez elle,
 → gain de

La France produit seulement et l'échange contre
 , alors que chez elle, elle devait donner → gain de

Exercice 3:

Nbre d'unités / heure	Belgique	France
Bouteilles de vin	5	15
Barres de chocolat	10	30

Rapport d'échange national

1. La France a l'avantage absolu dans
2. La France d'avantage relatif plus grand car elle produit
3. La Belgique de désavantage relatif moins grand car elle produit
 → entre les pays car, dans les 2 pays,